

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1813

4 septembre 2010

SOMMAIRE

AEIF Apollo S.à r.l.	87006	HBI Neumunster S.à r.l.	86983
AEIF LH Sub 01 S.à r.l.	87010	Holdinter S.A.	87007
AEIF LH Sub 02 S.à r.l.	87011	Holdinter Spf S.A.	87007
AEIF LH Sub 03 S.à r.l.	87014	Howard Finance & Co S.A.	86985
AEIF LH Sub 04 S.à r.l.	87015	Intermaritime S.A.	86979
AEIF LH Sub 06 S.à r.l.	87016	International Car Business Participations S.A.	86978
AEIF LH Sub 07 S.à r.l.	87017	Küchen Holding GmbH, Zweigniederlassung Luxemburg	87006
AEIF LH Sub 08 S.à r.l.	87021	Luxembourg Mainstream Green River Phase 1 S.à r.l.	87015
AEIF LH Sub 09 S.à r.l.	87023	Luxembourg Mainstream Shady Oaks S.à r.l.	87016
AEIF LH Sub 10 S.à r.l.	87024	Luxembourg Mainstream Zimmerline S.à r.l.	87017
AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l.	87010	mAKs S.à r.l.	86979
AEIF (Willow) 01 S.à r.l.	87004	Otice SA	86978
AEIF (Willow) 03 S.à r.l.	87004	Ridgefield Holdco	87022
A&G Global GP	87011	Saint Georges Finances S.A.	86981
Amaris Group S.A.	86988	Saint Georges Finances S.A., S.P.F.	86981
Annaba S.A.	87024	Sarint S.A.	87005
AOL Europe Services S.à r.l.	87018	Sharonlux S.à r.l.	86991
AOL Participations I S.à r.l.	87018	Société Foncière Delville S.A.	86985
Apollo 3C S.à r.l.	86990	The Oregon London Property S.A.	87002
Armeos S.A.	86990	Tiberghien Luxembourg S.à r.l.	86987
Auberge THILLSMILLEN S.à r.l.	87004		
BGP Residential GP 1 S.à r.l.	86983		
CAREP II Japan S.à r.l.	87012		
Dreive S.A.	86989		
European Strategic Investments S.A.	87005		
GSMP 3 S.à r.l.	87023		

International Car Business Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 25.350.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 5 juillet 2010 que:

- Le siège social de la société a été transféré du 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.

Luxembourg, le 5 juillet 2010.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2010091946/14.

(100102368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2010.

Otice SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 136.452.

—
DISSOLUTION

L'an deux mil dix, le dix-septième jour de juin.

Pardevant, Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven.

A COMPARU:

MARMOT INC., une société de la république des Seychelles, ayant son siège social à la Suite 13, Oliaji Trade center, Francis Rachel Street, Vicotria Mahé, certificat d'incorporation numéro 052779,

ici représentée par Georgina Bastos Ribeiro, employée privée, demeurant professionnellement à L- 2420 Luxembourg, 11, Avenue Emile Reuter, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé à Luxembourg, le 15 juin 2010.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par la personne comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant (ci-après «l'Associé Unique»), a requis le notaire instrumentant d'acter:

1- que la société «OTICE S.A.», ayant son siège social à L- 1724 Luxembourg, 11A, boulevard Prince Henri, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 18 janvier 2008, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 694 du 20 mars 2008 (la «Société»).

2- que le capital social de la Société s'élève actuellement à EUR 31.000 divisé en 310 actions de EUR 100 chacune.

3- que l'Associé Unique étant le seul propriétaire des actions dont s'agit, prend acte du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire concernant l'exercice clôturé au 30 septembre 2009 et approuve le Bilan et le compte de Profits et Pertes arrêtés au 30 septembre 2009, tels qu'ils ont été élaborés par le Conseil d'Administration et lui soumis

4- que l'Associé Unique prend acte de la perte dudit exercice qui s'élève à EUR 29.325,53. Compte tenu de la perte reportée de l'exercice précédent d'EUR 4.766,38, il décide de reporter à nouveau le résultat soit une perte totale d'EUR 34.091,91.

Le bilan et comptes de profits et pertes arrêtés au 30 septembre 2009 après avoir été signés «ne varietur» par le comparant et le notaire soussigné sont annexés au présent acte pour être enregistrés avec lui.

5- que l'Associé Unique, étant le seul propriétaire des actions dont s'agit, prononce par la présente la dissolution anticipée de la société avec effet immédiat et sa mise en liquidation et désigne en qualité de liquidateur de la Société CONFIDENTIA (FIDUCIAIRE) S. à r. l., avec siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L – 1653 Luxembourg, RCS Luxembourg B numéro 30 467.

6- que l'Associé Unique déclare fixer à tout de suite les deuxième et troisième assemblées conformément à l'article 151 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et les tenir immédiatement l'une après l'autre.

7- que l'Associé Unique déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société et requiert du notaire instrumentant d'acter qu'il déclare que tout le passif restant de la Société sera réglé et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment approvisionné; en outre, il déclare que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus et non payés à l'heure actuelle, l'Associé Unique assume irrévocablement l'obligation de payer tout ce passif éventuel; qu'en conséquence tout le passif de la Société est réglé et que l'actif restant éventuel est réparti à l'Associé Unique.

8- que l'actif restant éventuel est réparti à l'Associé Unique.

Le rapport sur la liquidation, après avoir été signé « ne varietur » par le comparant et le notaire soussigné, restera annexé au présent acte avec lequel il sera enregistré.

9- que l'Associé Unique nomme en qualité de commissaire à la liquidation AUDIEX S.A., située au 57 avenue de la Faiencerie, L-1510 Luxembourg, RCS Luxembourg B numéro 65 469 et lui confie la mission de faire le rapport sur la gestion.

10- qu'après avoir pris connaissance du rapport du commissaire à la liquidation, l'Associé Unique en adopte les conclusions, approuve les comptes de liquidation et le rapport du liquidateur et donne décharge pleine et entière, sans réserve ni restriction à Audiex S.A., prénommée, pour ses travaux de vérification effectués ce jour.

Le rapport du commissaire à la liquidation après avoir été signé «ne varietur» par le comparant et le notaire soussigné est annexé au présent acte pour être enregistré avec lui.

11- que l'Associé Unique, constituée en troisième assemblée, prononce la clôture de la liquidation et constate que la Société a définitivement cessé d'exister.

12- que décharge pleine et entière est donnée aux administrateurs, au liquidateur et au commissaire aux comptes en ce qui concerne l'exécution de leur mandat.

13- que les livres et documents de la société seront déposés pendant cinq ans à l'ancien siège de la Société à savoir L-1724 Luxembourg, 11A, Boulevard Prince Henri.

Pour les publications et dépôts à faire, tous pouvoirs sont conférés au porteur d'une expédition des présentes.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, ladite personne a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Giorgina Bastos Ribeiro, Paul Bettingen.

- Enregistré à Luxembourg, A.C., le 29 juin 2010 LAC / 2010 / 28538. Reçu 75.-€

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 6 juillet 2010.

Référence de publication: 2010090192/69.

(100100293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2010.

Intermaritime S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 67.843.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 5 juillet 2010 que:

La société anonyme COMPTABILUX S.A., établie et ayant son siège social à L-2613 Luxembourg, 1, Place du Théâtre, immatriculée au registre de commerce de Luxembourg sous le numéro N°87204, représentée par Monsieur Yves SCHMIT, a été nommée comme commissaire aux comptes de la société avec mandat jusqu'à l'assemblée générale de l'exercice 2015 en remplacement de Monsieur André HARPES.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

André HARPES

Le domiciliataire

Référence de publication: 2010091945/18.

(100102001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2010.

mAKs S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7247 Helmsange, 24, rue Charles Rausch.

R.C.S. Luxembourg B 154.462.

STATUTS

L'an deux mil dix, le dix-neuf juillet.

Par-devant Maître Léon Thomas dit Tom METZLER, notaire de résidence à Luxembourg.

ONT COMPARU:

1.- Monsieur Max KUBORN, pré-retraité, né à Luxembourg, le 1^{er} mai 1952, demeurant à L-7247 Helmsange, 24, rue Charles Rausch;

2.- Madame Marie-Paule MODERT, institutrice en retraite, née à Luxembourg, le 8 janvier 1947, demeurant à L-7247 Helmsange, 24, rue Charles Rausch.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux:

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de "mAKs S.à r.l."

Art. 2. Le siège de la société est établi à Helmsange. Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de l'assemblée générale des associés.

Art. 3. La société a pour objet la prestation de services dans le domaine de la communication et de la publicité, ainsi que le commerce de tous les articles de la branche et le commerce en général (sauf marchandises réglementées).

Elle a aussi comme objet la détention de marques et brevets concernant ces activités.

La société a pour objet la prise d'intérêts sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription et toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de toutes valeurs mobilières ou de toutes espèces, l'administration, la supervision et le développement de ces intérêts.

La société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale et pourra prêter son assistance à pareille entreprise au moyen de prêts, de garanties ou autrement.

La société pourra généralement faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger qui se rattachent directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet social.

Elle pourra réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

Elle pourra faire toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 4. La durée de la société est illimitée.

Art. 5. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société pour finir le trente et un décembre deux mil dix.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125.-) chacune.

Ces parts sociales ont été souscrites comme suit:

1.- par Monsieur Max KUBORN, pré-retraité, né à Luxembourg, le 1 ^{er} mai 1952, demeurant à L-7247 Helmsange, 24, rue Charles Rausch, cinquante parts sociales,	50
2.- par Madame Marie-Paule MODERT, institutrice en retraite, née à Luxembourg, le 8 janvier 1947, demeurant à L-7247 Helmsange, 24, rue Charles Rausch, cinquante parts sociales,	50
Total: cent parts sociales,	100

Ces parts sociales ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ce que les associés reconnaissent mutuellement.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle dans l'actif social et dans les bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par les associés qui fixent leurs pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués par décision des associés.

A moins que les associés n'en décident autrement, le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances.

Art. 10. Simples mandataires de la société, le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement à celles-ci, ils ne seront responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 11. Le décès, l'interdiction ou la faillite de l'un des associés n'entraîneront pas la dissolution de la société. Les héritiers de l'associé prédécédé n'auront pas le droit de faire apposer des scellés sur les biens et valeurs de la société. Pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans le dernier bilan social.

Art. 12. Chaque année, le 31 décembre, il sera dressé un inventaire de l'actif et du passif de la société. Le bénéfice net constaté, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements, sera réparti de la façon suivante:

- cinq pour cent (5,00 %) pour la constitution d'un fonds de réserve légal, dans la mesure des dispositions légales;

- le solde restera à la libre disposition des associés.

Art. 13. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés.

Art. 14. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, l'associé unique exerce les mêmes pouvoirs que ceux attribués à l'assemblée des associés dans la société à responsabilité limitée.

Les décisions de l'associé unique prises dans ce cadre sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit. De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit. Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans les conditions normales.

Art. 15. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales.

Frais

Le montant des frais généralement quelconques incombant à la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à mille euros (EUR 1.000.-).

Assemblée générale extraordinaire

Ensuite les associés, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et, à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes:

- L'adresse de la société est à L-7247 Helmsange, 24, rue Charles Rausch.
- Est nommé gérant unique pour une durée indéterminée, Monsieur Max KUBORN, préqualifié.
- La Société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant unique.

DONT ACTE, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg-Bonnevoie, en l'Etude.

Et après lecture faite et interprétation donnée en une langue d'eux connue aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Max KUBORN, Marie-Paule MODERT, Tom METZLER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 20 juillet 2010. Relation: LAC/2010/32221. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 26 juillet 2010.

T. METZLER.

Référence de publication: 2010102013/93.

(100113157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2010.

Saint Georges Finances S.A., S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial, (anc. Saint Georges Finances S.A.).

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 57.966.

L'an deux mille dix, le vingt-et-un mai.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding SAINT GEORGES FINANCES S.A., avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte notarié en date du 30 janvier 1997, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 243 du 20 mai 1997 et dont les statuts ont été modifiés suivant acte sous seing privé, publié au Mémorial, Recueil Spécial C, numéro 129 du 24 janvier 2001.

L'assemblée est présidée par Monsieur Jacques RECKINGER, maître en droit, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Claudine HAAG, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Annette SCHROEDER, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le Président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire.

Ladite liste de présence ainsi que, le cas échéant, les procurations des actionnaires représentés resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les actions, représentant l'intégralité du capital souscrit, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1) Modification de la dénomination de la Société en «SAINT GEORGES FINANCES S.A., S.P.F.» et modification de l'article premier des statuts.

2) Abandon du statut de société holding et modification de l'article quatre des statuts relatif à l'objet social comme suit:

«La société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que définis à l'article 2 de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»).»

3) Rajout à l'article 5 des statuts de l'alinéa suivant:

«Les actions de la Société sont réservées aux investisseurs définis à l'article 3 de la loi du 11 mai 2007.»

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de modifier la dénomination de la Société en SAINT GEORGES FINANCES S.A., S.P.F. et de modifier l'article premier des statuts en conséquence comme suit:

« **Art. 1^{er}** . Il existe une société anonyme sous la dénomination de «SAINT GEORGES FINANCES S.A., S.P.F.» ..»

Deuxième résolution

L'Assemblée décide d'abandonner le statut de société holding et de modifier l'article quatre des statuts relatif à l'objet social comme suit:

Art. 4. «La société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que définis à l'article 2 de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»).»

Troisième résolution

L'Assemblée décide de rajouter à l'article 5 des statuts l'alinéa suivant:

«Les actions de la Société sont réservées aux investisseurs définis à l'article 3 de la loi du 11 mai 2007.»

L'article 5 des statuts aura donc la teneur suivante:

«Le capital de la société est fixé EUR 310.000.- (trois cent dix mille euros) représenté par 2.000 (deux mille) actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

Les actions de la Société sont réservées aux investisseurs définis à l'article 3 de la loi du 11 mai 2007.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. RECKINGER, C. HAAG, A. SCHROEDER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 mai 2010. Relation: LAC/2010/22797. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME - Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 18 juin 2010.

Référence de publication: 2010090249/69.

(100100203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2010.

**BGP Residential GP 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. HBI Neumunster S.à r.l.).**

Siège social: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.
R.C.S. Luxembourg B 127.563.

In the year two thousand and ten, on the twenty-fourth of June,
Before Us, Maître Paul DECKER, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

BGP Investment S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 97795, holder of 250 (two hundred fifty) shares of the Company,

hereby represented by Mr Paul WEILER, employee, residing professionally at 3, rue Nicolas Welter, L-2740 Luxembourg,

by virtue of a proxy given under private seal on 15th June 2010.

Said proxy after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing parties and the undersigned notary shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. The appearer is the sole shareholder of HBI Neumunster S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 127563, incorporated pursuant to a deed of Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, on 18th April 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Number 1264 on 26th June 2007 (the Company).

II. That the 250 (two hundred fifty) shares of the Company having a par value of EUR 50 (fifty euro) each, representing the entirety of the share capital of the Company, are duly represented at this Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda, hereinafter reproduced;

III. that the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of convening notices.
2. To change the name of the Company from “HBI Neumunster S.à r.l.” into “BGP Residential GP 1 S.à r.l.”
3. Subsequent amendment of article 1 of the Articles of Association in order to reflect the name change adopted under item 2.
4. Miscellaneous.

IV. That the Meeting has taken the following resolutions:

First resolution

The entirety of the corporate share capital being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notices, the partners represented considering them as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda, which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to change the name of the Company from “HBI Neumunster S.à r.l.” into “BGP Residential GP 1 S.à r.l.”

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to amend subsequently the first article of the Articles of Association so as to reflect the taken decision under the second resolution, which shall be read as follows:

“ **Art. 1. Form - Corporate name.** “There exists private limited liability company under the name of “BGP Residential GP 1 S.à r.l.” which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the «Company»), and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the «Law»), as well as by the present articles of incorporation (hereafter the «Articles»).

Expenses

All the expenses and remunerations which shall be borne by the company as a result of the present deed are estimated at approximately 850,-EUR.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the proxyholder of the appearing parties signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française de texte qui précède:

L'an deux mille dix, le vingt-quatre juin.

Par-devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

BGP Investment S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 97795, propriétaire de 250 (deux cent cinquante) parts sociales de la Société,

ici représentée par Monsieur Paul WEILER, employé, demeurant professionnellement à L-2740 Luxembourg, 3, rue Nicolas Welter,

en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 15 juin 2010.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire agissant au nom du partie comparante et par le notaire instrumentant, demeura annexée au présent acte pour être enregistrée ensemble avec celui-ci.

La comparante, représentée tel que décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. La comparante est le seul associé de HBI Neumunster S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 127563, constituée suivant un acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 18 avril 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Numéro 1264 le 26 juin 2007 (la Société).

II. que les 250 (deux cent cinquante) parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de EUR 50,- (cinquante euro) chacune, représentant l'entière du capital social de la Société, sont dûment représentées à l'Assemblée qui est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer sur les points de l'agenda reproduit ci-dessus;

III. que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation.
2. Changer le nom de la Société de «HBI Neumunster S.à r.l.» en «BGP Residential GP 1 S.à r.l.»
3. Modification subséquente de l'article 1 des Statuts afin de refléter le changement du nom spécifiée au point 2.
4. Divers.

IV. que l'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'entière du capital social étant représentée à la présente Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, les associés représentés se considérant dûment convoqués et déclarent avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué en avance.

Deuxième résolution

L'Associée Unique décide de changer le nom de la Société de «HBI Neumunster S.à r.l.» en «BGP Residential GP 1 S.à r.l.»

Troisième résolution

L'Associée Unique décide de modifier en conséquence l'article 1 des Statuts de la Société afin de refléter la présente décision, qui aura la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Forme - Dénomination. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «BGP Residential GP 1 S.à r.l.» qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les «Statuts»).

Frais

Tous les frais et honoraires incombant à la société à raison des présentes sont évalués à la somme de 850.-EUR.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de ces mêmes parties comparantes, et en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, ledit mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P.WEILER, P.DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 juin 2010. Relation: LAC/2010/28692. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 08 juillet 2010.

Référence de publication: 2010090031/112.

(100100488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2010.

Howard Finance & Co S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 32.000,00.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 38, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 110.724.

—
Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires tenue en date du 7 juin 2010.

Après délibération, l'Assemblée, à l'unanimité, décide:

de transférer le siège social de la société du 6 avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg au 38, avenue du X septembre, L-2550 Luxembourg.

d'accepter la démission de Monsieur Emile Wirtz de ses fonctions d'administrateur et d'administrateur délégué et d'accepter la démission de Monsieur Jean Daniel Cohen et de Madame Carole Giovannacci de leurs fonctions d'administrateurs.

de nommer comme nouveaux administrateurs:

- Monsieur Guy FEITE, né le 22 juillet 1944 à Mont-Saint-Martin, France et demeurant à L-2550 Luxembourg, 38 Avenue du X Septembre.

- Madame Michèle FEITE, née le 2 juin 1944 à Hussigny-Godbrange, France et demeurant à L-2550 Luxembourg, 38 Avenue du X Septembre.

- La société Compagnie d'Etude et de Conseil Luxembourg S.A., ayant son siège à L-2550 Luxembourg, 38, Avenue du X Septembre et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-59942, dont le représentant permanent est M. Guy FEITE demeurant L-2550 Luxembourg, 38 Avenue du X septembre.

Ils termineront les mandats de Monsieur Emile Wirtz, de Monsieur Jean Daniel Cohen et de Madame Carole Giovannacci, démissionnaires, et leurs mandats viendront à échéance lors de l'assemblée générale qui se tiendra en 2013.

d'accepter la démission de la société Invest Control Services Administratifs S.A.R.L. de sa fonction de commissaire aux comptes.

de nommer comme nouveau commissaire aux comptes la société MPM International S.A., ayant son siège à L-6916 Roodt-sur-Syre, 30, route de Luxembourg et inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B-69702;

Le mandat du commissaire aux comptes expirera lors de l'assemblée générale à tenir en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juin 2010.

Certifié sincère et conforme

Signature

Référence de publication: 2010092824/35.

(100102234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2010.

Société Foncière Delville S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 57.672.

—
L'an deux mil dix, le vingt-huit juin.

Par-devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "Société Foncière Delville S.A." une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe, constituée suivant acte reçu par Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange, en remplacement de son collègue absent Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage, en date du 31 décembre 1996, publié au Mémorial C numéro 185 du 14 avril 1997,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 57672

L'assemblée générale extraordinaire est ouverte à 10.00 heures sous la présidence de Mademoiselle Diana HOFFMANN, demeurant professionnellement à L-2740 Luxembourg.

Le président nomme secrétaire Madame Nadine GLOESENER, demeurant professionnellement à L-2740 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Paul WEILER, demeurant professionnellement à L-2740 Luxembourg. Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée a pour ordre du jour:

- 1.- Décision de mettre en liquidation la société Société Foncière Delville S.A.
- 2.- Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs.
- 3.- Nomination d'un commissaire-vérificateur
- 4.- Accepter la démission des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes et leur donner pleine et entière décharge jusqu'à ce jour.
- 5.- Divers.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence.

III. Que l'intégralité du capital étant représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires représentés se reconnaissent dûment convoqués et déclarent par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'Assemblée Générale après délibération, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes.

Première résolution

L'Assemblée Générale décide de dissoudre et de mettre en liquidation la société Société Foncière Delville S.A.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale nomme la société Entreprise Belle Vue Ltd., société anonyme de droit des Iles Vierges Britanniques, établie et ayant son siège social à Skelton Building, Main Street, P.O. Box 3136, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, immatriculée au Registre de Commerce de Tortola sous le numéro 86780, aux fonctions de liquidateur.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148 bis de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée.

Il peut accomplir tous les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation des actionnaires dans les cas où elle est requise.

Il peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; renoncer à tous droits réels, privilèges, hypothèques, actions résolutoires; donner mainlevée, avec ou sans paiement de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

Le liquidateur est dispensé de l'inventaire et peut se référer aux comptes de la Société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale nomme aux fonctions de commissaire-vérificateur de la liquidation la société Alpha Expert S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social 1, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-88567

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale donne pleine et entière décharge aux membres du Conseil d'Administration, ainsi qu'au commissaire aux comptes, pour leur mandat jusqu'à ce jour.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée à 10.15 heures.

Evaluation.

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société en raison du présent acte sont évalués à environ 750,- EUR.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus par le notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: D. HOFFMANN; N. GLOESENER, P. WEILER, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 juin 2010. Relation: LAC/2010/28712. Reçu 12.-€ (douze Euros)

Le Releveur (signé): Francis SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 8 juillet 2010.

Référence de publication: 2010090279/70.

(100100500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2010.

Tiberghien Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.520,00.

Siège social: L-1475 Luxembourg, 1, Plateau du Saint Esprit.

R.C.S. Luxembourg B 153.074.

L'an deux mille dix, le neuf juin,

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand -Duché de Luxembourg, sous-signé,

ONT COMPARU:

1. la société à responsabilité limitée Bernard Peeters BVBA, constituée et régie par le droit belge ayant son siège social à Havenlaan 86C/419, 1000 Bruxelles (Belgique) («l'Associé 1»),

détenant trois cent treize (313) parts sociales d'une valeur nominale de cinq euro (EUR 5,-) chacune, représentant 12,5% du capital social de Tiberghien Luxembourg S.à r.l., société à responsabilité limitée, soumise aux lois du Grand - Duché de Luxembourg, ayant son siège social au Plateau du Saint Esprit 1, L-1475 Luxembourg (Grand - Duché de Luxembourg), inscrite auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 153.074, constituée en vertu d'un acte reçu par Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand - Duché de Luxembourg), le 8 avril 2010 (la «Société»);

2. la société à responsabilité limitée Bernard Van Vlierden BV BVBA , constituée et régie par le droit belge, ayant son siège à Prons Boudewijnlaan 152, 2610 Wilrijk (Belgique) («l'Associé 2»),

détenant trois cent treize (313) parts sociales d'une valeur nominale de cinq euro (EUR 5,-) chacune, représentant 12,5% du capital social de la Société;

3. la société à responsabilité limitée Gerd D. Goyvaerts BV BVBA, constituée et régie par le droit belge, ayant son siège à Vogelzangstraat 69, 2222 Itegem (Belgique) («l'Associé 3»)

détenant trois cent treize (313) parts sociales d'une valeur nominale de cinq euro (EUR 5,-) chacune, représentant 12,5% du capital social de la Société;

4. la société à responsabilité limitée Koen Van Duyse, advocaat BV BVBA, constituée et régie par le droit belge, ayant son siège à Perstraat 83, 9120 Haasdonk (Belgique) («l'Associé 4»),

détenant trois cent treize (313) parts sociales d'une valeur nominale de cinq euro (EUR 5,-) chacune, représentant 12,5% du capital social de la Société;

5. la société à responsabilité limitée Luc Spincemaille BVBA, constituée et régie par le droit belge, ayant son siège social à Havenlaan 86C/419, 1000 Bruxelles (Belgique) («l'Associé 5»),

détenant trois cent treize (313) parts sociales d'une valeur nominale de cinq euro (EUR 5,-) chacune, représentant 12,5% du capital social de la Société;

6. la société à responsabilité limitée Stas Vanduffel Advocaten BVBA, constituée et régie par le droit belge, ayant son siège social à Havenlaan 86C/419, 1000 Bruxelles (Belgique) («l'Associé 6»),

détenant trois cent treize (313) parts sociales d'une valeur nominale de cinq euro (EUR 5,-) chacune, représentant 12,5% du capital social de la Société;

7. la société à responsabilité limitée W. Verlinden BVBA, constituée et régie par le droit belge, ayant son siège social à Havenlaan 86C/419, 1000 Bruxelles (Belgique) («l'Associé 7»),

détenant trois cent treize (313) parts sociales d'une valeur nominale de cinq euro (EUR 5,-) chacune, représentant 12,5% du capital social de la Société; et

8. la société à responsabilité limitée Rik Deblauwe BVBA, constituée et régie par le droit belge, ayant son siège social à Havenlaan 86C/419, 1000 Bruxelles (Belgique) («l'Associé 8»),

détenant trois cent treize (313) parts sociales d'une valeur nominale de cinq euro (EUR 5,-) chacune, représentant 12,5% du capital social de la Société.

L'Associé 1, l'Associé 2, l'Associé 3, l' Associé 4, l' Associé 5, l' Associé 6, Associé 7 et l' Associé 8 sont collectivement définis ci-après comme les «Associés».

Les Associés, détenant ensemble 100% du capital de la Société, sont ici représentés par Mme. Mieke Van Zandweghe, ayant son adresse professionnelle à Bruxelles (Belgique), en vertu de procurations données sous seing privé.

Les procurations signées "ne varietur" par le mandataire et par le notaire instrumentant resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les statuts de la Société (les «Statuts») n'ont pas été modifiés depuis la constitution de la Société.

Les Associés, représentés par leur mandataire, ont immédiatement procédé et pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés DECIDENT à l'unanimité de MODIFIER l'objet de la Société et en conséquence de MODIFIER l'article 3 des Statuts concernant l'objet social de la Société, lequel sera dorénavant libellé comme suit:

« **3.1.** L'objet de la Société est, à titre indépendant, la prestation de services et de conseils en matière micro-et macroéconomique ainsi qu'en gestion d'entreprises et toutes prestations de services annexes, accessoires ou complémentaires au sens le plus large du terme et de façon générale, notamment sur la réorganisation et la restructuration d'entreprises, l'analyse financière, l'évaluation d'entreprises, l'expertise fiscale, gestion administrative et toutes les activités relevant directement ou indirectement de la profession de conseil économique.

3.2. La Société a encore comme objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, exerçant des activités similaires.

3.3. La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers qu'elle jugera nécessaire ou utile à la réalisation et au développement de son objet social.»

Deuxième résolution

Les Associés DECIDENT à l'unanimité d'AJOUTER un nouveau paragraphe 8.16 à l'article 8 des Statuts concernant la gestion de la Société, comme suit:

« **8.16.** Ne pourront être nommés comme Gérants A que les Gérants sur lesquels reposera l'autorisation d'établissement accordée à la Société, conformément à la loi du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, pour l'activité de la Société.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge sont estimés à environ mille euros (€ 1.000,-).

Déclaration

Passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, le mandataire des parties comparantes a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Van Zandweghe, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 14 juin 2010. Relation: EAC/2010/7051. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2010090288/86.

(100100537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2010.

Amaris Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 47, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 123.867.

Extrait du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 1^{er} juin 2010

L'Assemblée adopte les résolutions suivantes:

- 1) Transfert immédiat du siège social à l'adresse suivante: 47 boulevard Joseph II à L-1840 Luxembourg.
- 2) Révocation immédiate des administrateurs Mr Christian Bühlmann, Mr Thierry Triboulot et Mr Alexandre Taskiran.
- 3) Nomination, à dater de ce jour de:
 - Mr François LATOMBE, directeur (CFO) domicilié 275 Route de Saconnex d'Arve à CH-1228 Plan-les-Ouates (Suisse), et né le 25 octobre 1979 à Nevers (France), en qualité d'administrateur pour un mandat se terminant à l'assemblée générale ordinaire de l'année 2015.
 - FMV Consulting SA en qualité d'administrateur pour un mandat se terminant à l'assemblée générale ordinaire de l'année 2015.

Son siège social est au 47 boulevard Joseph II à L-1840 Luxembourg.

Cette société est enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B109.612; elle a pour représentant permanent Mr Michel Vansimpsen domicilié professionnellement 47 bd Joseph II à L-1840 Luxembourg.

- la Fiduciaire FMV Sàrl en qualité d'administrateur pour un mandat se terminant à l'assemblée générale ordinaire de l'année 2015.

Son siège social est au 47 boulevard Joseph II à L-1840 Luxembourg. Cette société est enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B101.586; elle a pour représentant permanent Mr Michel Vansimpsen domicilié professionnellement 47 bd Joseph II à L-1840 Luxembourg.

4) Révocation immédiate du commissaire aux comptes TRUSTCONSULT LUXEMBOURG SA

5) Nomination à dater de ce jour, la société Advanced Accountants & Associates Limited ayant son siège social 302 Regent Street, London W1B 3HH (UK) et enregistrée auprès de Companies House sous le n° 05783609, en qualité de commissaire aux comptes pour un mandat se terminant à l'assemblée générale ordinaire de l'année 2015.

FMV Consulting SA / Fiduciaire FMV Sàrl

47, boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

François LATOMBE / Signature / Signature

Référence de publication: 2010091296/34.

(100100252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2010.

Dreive S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 43.626.

L'an deux mille dix, le onze juin.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme DREIVE S.A., ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, R.C.S. Luxembourg numéro B 43626, constituée suivant acte reçu par le Maître Marc ELTER, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 7 avril 1993, publié au Mémorial C numéro 320 du 6 juillet 1993, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Joseph-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, en date du 11 novembre 2004, publié au Mémorial C numéro 189 du 3 mars 2005.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Sophie ERK, employée privée, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Antonio FERNANDES, employé privé, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée et contrôlée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

La présidente expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- 1.- Suppression de la valeur nominale des 250 actions de la société.
- 2.- Conversion du capital social de CHF en EUR, avec effet rétroactif au 31 décembre 2009.
- 3.- Modification afférente de l'article 5, alinéa 1^{er}, des statuts.

B) Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de supprimer la valeur nominale des deux cent cinquante (250) actions de la société.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de convertir avec effet rétroactif au 31 décembre 2009 la devise d'expression du capital social de la société, actuellement fixé à deux cent cinquante mille francs suisses (250.000 CHF), pour l'exprimer dorénavant en euro, au cours de 1,4875 CHF = 1.- EUR, en cent soixante-huit mille soixante-sept euros et vingt-trois cents (168.067,23 EUR).

Troisième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article cinq des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 5. (alinéa premier).** Le capital social souscrit est fixé à cent soixante-huit mille soixante-sept euros et vingt-trois cents (168.067,23 EUR), représenté par deux cent cinquante (250) actions sans désignation de valeur nominale, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales."

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à neuf cent cinquante euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: S.ERK, A.FERNANDES, J.SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 24 juin 2010. Relation: GRE 2010/2123. Reçu soixante-quinze euros. 75.- EUR

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 6 juillet 2010.

Référence de publication: 2010093275/60.

(100102957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2010.

Apollo 3C S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 52.204,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 109.037.

En date du 30 avril 2010, l'associé 3C Investment LLP, avec siège social au 7-10 Chandos Street, W1G 9DQ Londres, Royaume Uni, a transféré 11 de ses parts ordinaires de la manière suivante:

- 9 parts ordinaires à l'associé Apollo European Real Estate Fund II LP, avec siège social au 2711, Centerville Road, Suite 400, 19808 Wilmington Delaware, Etats-Unis, qui les acquiert.

- 2 parts ordinaires à l'associé Apollo European Real Estate Fund II (Euro) LP, avec siège social au Two Manhattanville Road, NY 10577 Purchase, Etats-Unis, qui les acquiert.

En conséquence, les associés de la société sont le suivants:

- 3C Investment LLP, précité, détient 10 parts ordinaires

- Apollo European Real Estate Fund II LP, précité, détient 334 parts ordinaires

- Apollo European Real Estate Fund II (Euro) LP, précité, détient 77 parts ordinaires

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juillet 2010.

Référence de publication: 2010091689/20.

(100102382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2010.

Armeos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 55.426.

EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 29 juin 2010 que:

- Le siège social de la société a été transféré du 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg avec effet au 5 juillet 2010.

Luxembourg, le 29 juin 2010.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2010091690/14.

(100102272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2010.

Sharonlux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 47.296,23.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 34, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 66.318.

L'an deux mille dix, le seize juillet.

Par devant Nous, Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

La FIDUCIAIRE CENTRA FIDES S.A., société anonyme, ayant son siège social à L-1417 Luxembourg, 8, rue Dicks, R.C.S. Luxembourg B 39.844,

ici représentée par Monsieur Michel BOURKEL, demeurant professionnellement à L-1417 Luxembourg, 8, rue Dicks, agissant en qualité de directeur, respectivement d'administrateur-délégué de la prédite société, avec pouvoir de l'engager par sa seule signature,

Lequel comparant agissant en sa qualité de mandataire spécial de:

a) Monsieur Giorgio SCAMBI, demeurant à I-36100 Vicenza (Italie), Via Meschinelli n° 118, associé de la société ci-après désignée,

en vertu d'une procuration sous seing privé datée du 14 juillet 2010.

b) Madame Nadia Manuela PIAZZA, demeurant à I-36100 Vicenza (Italie), Via Meschinelli n°118, associée de la société ci-après désignée,

en vertu d'une procuration sous seing privé datée du 14 juillet 2010.

Lesquelles procurations après avoir été signées ne varient par le comparant agissant en sa prédite qualité et le notaire instrumentant demeureront annexées aux présentes pour être soumises ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels mandants dûment représentés déclarent être les seuls associés dans la société à responsabilité limitée dénommée "SHARONLUX S.à.r.l." avec siège social à L-2430 Luxembourg, 34, rue Michel Rodange, constituée sous la dénomination de "SHARONLUX HOLDING S.A.", aux termes d'un acte de constitution reçu par Maître Jacques DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg le 25 septembre 1998, publié au Mémorial C numéro 866 du 1^{er} décembre 1998.

Les statuts de la société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois concernant la forme juridique de la société de société anonyme en société à responsabilité limitée aux termes d'un acte reçu par Maître Blanche MOUTRIER, préqualifiée en date du 17 mai 2010, publié au Mémorial C numéro 1141 du 1^{er} juin 2010.

Actuellement la société a un capital social de QUARANTE-SEPT MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-SEIZE VIRGULE VINGT-TROIS EUROS (EUR 47.296,23) représenté par SIX MILLE (6000) parts sociales, d'une valeur nominale de SEPT VIRGULE HUIT HUIT DEUX SEPT ZÉRO CINQ EUROS (EUR 7,882705) chacune, entièrement libérées.

Ensuite les associés dûment représentés représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués à la présente assemblée ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés dûment représentés décident de modifier les statuts actuels de la Société pour lui permettre spécialement de transférer son siège social à l'extérieur du Grand-Duché de Luxembourg en ajoutant une 2^{ème} phrase à la suite du 1^{er} alinéa de l'article 3 des statuts de la société de la teneur suivante: "Le siège social pourra être transféré tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger".

Deuxième résolution

Les associés dûment représentés constatent que:

- le bilan au 31 décembre 2009 a été dûment approuvé;
 - le bilan établi pour la période du 1^{er} janvier au 17 mai 2010 est approuvé en date de ce jour et présente une perte de 28.321,01.- US\$ qui est reportée à nouveau;
 - le bilan intérimaire de la société arrêté du 17 mai 2010 à la date de l'assemblée générale extraordinaire soit au 16 juillet 2010 est approuvé en date de ce jour;
- lesquels bilans resteront annexés au présent acte pour être enregistrés en même temps.

Troisième résolution

Les associés dûment représentés décident en conformité avec l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (telle que modifiée) de transférer le siège social statutaire et administratif et de l'établissement principal ainsi que l'ensemble du passif et de l'actif de la Société du Grand-Duché de Luxembourg 34, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg, en Italie Via D. Meschinelli n°118, I-36100 Vicenza, sans dissolution préalable.

Les associés dûment représentés décident en outre d'approuver l'adoption de la nationalité italienne de la Société et sa transformation concomitante en une société à responsabilité limitée de droit italien, sans que ce changement de nationalité et le transfert de siège constitue d'un point de vue légal ou fiscal un changement de personnalité juridique de la Société ou une dissolution de la Société, et constatent que cette résolution est conforme à la Directive du Conseil de la CEE en date du 17 juillet 1969 et aux dispositions des articles 4 et 50 du DPR du 26 avril 1986, n.131 en vigueur en Italie.

Tous les documents sociaux relatifs à la période antérieure au transfert du siège social en Italie et relatifs à la période pendant laquelle la société avait son siège social au Luxembourg seront conservés pendant une période de cinq ans à l'ancien siège social de la société au Luxembourg.

Quatrième résolution

Suite à ce transfert de siège et changement de nationalité, les associés dûment représentés décident de changer la dénomination de la société en "SHARON S.R.L."

Cinquième résolution

Les associés dûment représentés décident d'adopter avec effet immédiat à compter de ce jour de nouveaux statuts d'une société à responsabilité limitée conformes aux dispositions de la loi italienne, comme suit:

STATUTO DI SOCIETA' A RESPONSABILITA' LIMITATA

" **Art. 1. Denominazione sociale.** Ai sensi dell'art. 2462 e ss. c.c. è costituita una società denominata: "Sharon S.r.l.", società a responsabilità limitata.

Art. 2 Oggetto.

2.1 La Società ha per oggetto lo svolgimento, non nei confronti del pubblico, dell'attività di assunzione di partecipazioni a scopo di stabile investimento in società ed enti costituiti o costituendi.

La Società, nell'ambito della predetta attività, ha altresì ad oggetto, sempre non nei confronti del pubblico, l'esercizio delle attività di:

- (i) concessione di finanziamenti;
- (ii) intermediazione in cambi;
- (iii) servizi di incasso, pagamento e trasferimento di fondi, con conseguenti addebito e accredito dei relativi oneri ed interessi;
- (iv) coordinamento tecnico, amministrativo e finanziario delle società partecipate e/o comunque appartenenti allo stesso gruppo.

E' espressamente escluso dall'attività sociale: il rilascio di garanzie, laddove tale attività non abbia carattere residuale e non sia svolta in via strettamente strumentale al conseguimento dell'oggetto sociale.

E' inoltre espressamente esclusa dall'attività sociale la raccolta del risparmio tra il pubblico, nonché l'esercizio nei confronti del pubblico delle attività di assunzione di partecipazioni, di concessione di finanziamenti sotto qualsiasi forma, di prestazione di servizi di pagamento e di intermediazione in cambi e ogni altra attività riservata per legge.

E' altresì esclusa, in maniera tassativa, qualsiasi attività che sia riservata agli iscritti in albi professionali.

2.2 La Società, per il raggiungimento dell'oggetto sociale, potrà compiere tutte le operazioni commerciali, industriali e immobiliari ed inoltre potrà compiere, in via non prevalente e del tutto accessoria e strumentale e comunque con espressa esclusione di qualsiasi attività svolta nei confronti del pubblico, operazioni finanziarie e mobiliari, concedere fidejussioni, avalli, cauzioni e garanzie, anche a favore di terzi, nonché assumere, solo a scopo di stabile investimento e non di collocamento, sia direttamente che indirettamente, partecipazioni in società italiane ed estere aventi oggetto analogo, affine o connesso al proprio.

Art. 3. Sede sociale e domicilio dei soci.

3.1 La Società ha sede nel comune di Vicenza all'indirizzo risultante dalla apposita iscrizione eseguita presso il Registro delle Imprese ai sensi dell'art. 111-ter disp. att. c.c.

3.2 L'organo amministrativo ha facoltà di istituire e sopprimere ovunque, anche all'estero, uffici, agenzie, rappresentanze e punti vendita che non siano sedi secondarie, ovvero di trasferire la sede sociale nell'ambito del Comune sopra indicato al punto 1 del presente articolo. Compete ai soci la decisione di istituire, modificare o sopprimere sedi secondarie, nonché di trasferire la sede sociale in Comune diverso da quello sopra indicato al punto 1 del presente articolo.

Art. 4. Durata.

4.1 La durata della Società è fissata sino al 31 (trentuno dicembre) 2050 (duemilacinquanta) e potrà essere prorogata una o più volte con deliberazione dell'assemblea dei soci.

Art. 5. Capitale sociale, Quote e diritti sociali.

5.1 Il capitale sociale è di Euro 47.296,23 (quarantasettemiladuecentonovantasei/23), suddiviso in tante quote quanti sono i soci.

5.2 Possono essere conferiti tutti gli elementi dell'attivo suscettibili di valutazione economica. In caso di conferimento di prestazioni d'opera o di servizi, la polizza assicurativa o la fidejussione bancaria prestate a garanzia dell'obbligo assunto possono in qualsiasi momento essere sostituite con il versamento a titolo di cauzione a favore della Società del corrispondente importo in denaro. Il valore della prestazione deve essere accertato con perizia di stima ai sensi dell'art. 2465, comma primo, c.c.

5.3 I diritti sociali spettano ai soci in misura proporzionale alla partecipazione dagli stessi posseduta.

Nel caso di comproprietà di una partecipazione, i diritti dei comproprietari devono essere esercitati da un rappresentante comune nominato secondo le modalità previste dagli artt. 1105 e 1106 c.c.

5.4 I soci hanno diritto di sottoscrivere gli aumenti di capitale da liberarsi mediante nuovi conferimenti in misura proporzionale alle partecipazioni dagli stessi possedute (in seguito indicato "diritto di opzione"). Nella decisione di aumento deve essere indicato il termine per l'esercizio del diritto di opzione che non potrà in nessun caso essere inferiore a trenta giorni dalla data in cui viene comunicato ai soci che l'aumento può essere sottoscritto. La comunicazione dovrà essere data dall'organo amministrativo a tutti i soci iscritti al libro soci mediante raccomandata con A.R.; detta comunicazione può essere omessa qualora i soci tutti dichiarino, contestualmente alla decisione di aumento di capitale, di essere informati dell'offerta di opzione e del termine relativo; in quest'ultimo caso il termine per l'esercizio del diritto di opzione decorre dalla data della decisione di aumento. Coloro che esercitano il diritto di opzione, purché ne facciano contestuale richiesta, hanno diritto di prelazione nella sottoscrizione delle partecipazioni che siano rimaste non optate; se l'aumento di capitale non viene sottoscritto per l'intero suo importo dai soci, potrà, per la parte non sottoscritta, essere collocato presso terzi, salvo che la decisione di aumento non lo escluda e salvo sempre quanto disposto dall'art. 2481-bis, terzo comma, c.c. per il caso di sottoscrizioni parziali. E' attribuita ai soci la facoltà di prevedere espressamente nella decisione di aumento che lo stesso possa essere attuato anche mediante offerta di quote di nuova emissione a terzi, salvo che nel caso di cui all'art. 2482-ter c.c. ovvero riduzione del capitale sociale per perdite e contemporaneo aumento dello stesso al minimo di legge]; in tale circostanza, così come nel caso di decisione di aumento del capitale da liberarsi mediante conferimento in natura con conseguente esclusione o limitazione del diritto di opzione, spetta ai soci che non hanno concorso alla decisione il diritto di recesso a norma dell'art. 2473, comma primo, c.c. e del successivo art. 9 delle presenti norme per il funzionamento della società.

5.5 La decisione di aumentare il capitale sociale non può essere attuata fin quando i conferimenti precedentemente dovuti non sono stati integralmente eseguiti.

5.6 Nel caso di aumento gratuito la quota di partecipazione di ciascun socio resta immutata.

5.7 Nel caso di riduzione del capitale sociale per perdite, non è necessario il preventivo deposito presso la sede sociale della relazione e delle osservazioni di cui all'art. 2482-bis, comma secondo, c.c. I soci hanno comunque diritto di ottenere dalla Società, dalla data di convocazione e sino alla data fissata per l'assemblea, copia di detti documenti.

5.8 Nella fattispecie di cui all'art. 2466, comma secondo, c.c. ovvero: mancata esecuzione dei conferimenti], in mancanza di offerte per l'acquisto, la quota può essere venduta all'incanto.

Art. 6. Finanziamenti dei soci.

6.1 I finanziamenti con diritto di restituzione della somma versata possono essere effettuati dai soci, anche non in proporzione alle rispettive quote di partecipazione al capitale sociale, su richiesta dell'organo amministrativo e con le modalità e i limiti di cui alla normativa vigente in materia di raccolta di risparmio.

6.2 Salvo diversa determinazione, i versamenti effettuati dai soci a favore della Società devono considerarsi infruttiferi anche se effettuati non in proporzione alle rispettive quote di partecipazione.

6.3 I soci potranno eseguire, su richiesta dell'organo amministrativo, ed in conformità alle vigenti disposizioni di carattere fiscale, versamenti in conto/capitale, nel qual caso le relative somme potranno essere utilizzate per la copertura di eventuali perdite ovvero trasferite a diretto aumento del capitale di qualunque importo, e ciò previa conforme delibera assembleare.

Art. 7. Titoli di debito.

7.1 Ai sensi e con le modalità previste dall'art. 2483 c.c., la Società può emettere titoli di debito nominativi. L'emissione deve essere deliberata con decisione dei soci adottata con il voto favorevole dei soci che rappresentano almeno il 60% del capitale sociale.

Art. 8. Trasferimento delle quote di partecipazione per atto tra vivi o mortis causa.

8.1 Le partecipazioni sono liberamente trasferibili sia per atto tra vivi che mortis causa.

Art. 9. Recesso.

9.1 Ha diritto di recedere dalla Società, per l'intera propria partecipazione al capitale sociale, il socio che non ha concorso all'approvazione delle decisioni riguardanti il cambiamento dell'oggetto sociale, la trasformazione, la fusione e la scissione della Società, la revoca dello stato di liquidazione, il trasferimento della sede all'estero, il compimento di operazioni che comportino una sostanziale modifica dell'oggetto della Società o una rilevante modificazione dei diritti attribuiti ai soci a norma dell'art. 2468, comma terzo, c.c., l'eliminazione di una o più cause di recesso previste dallo statuto.

9.2 Qualora la Società sia soggetta ad attività di direzione e coordinamento ai sensi degli artt. 2497 e ss. c.c., spetterà altresì ai soci il diritto di recesso nelle ipotesi previste dall'art. 2497-quater c.c.

9.3 Il socio che intende recedere deve comunicare la sua intenzione all'organo amministrativo mediante lettera raccomandata spedita entro quindici giorni dall'iscrizione nel Registro delle Imprese o, se non prevista, dalla trascrizione nel libro delle decisioni dei soci o degli amministratori, della decisione che lo legittima oppure dalla conoscenza del fatto che lo legittima. A tal fine l'organo amministrativo deve tempestivamente comunicare ai soci i fatti che possono dar luogo all'esercizio del recesso.

9.4 In detta comunicazione devono essere indicati le generalità del socio recedente, il domicilio eletto dal recedente per le comunicazioni inerenti al procedimento e il valore nominale della quota di partecipazione per la quale il diritto di recesso è esercitato.

9.5 Il recesso si intende esercitato nel giorno in cui la lettera raccomandata perviene alla sede legale della Società.

9.6 Le partecipazioni per le quali è esercitato il diritto di recesso sono inalienabili.

9.7 Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato è privo di efficacia se, entro novanta giorni dall'esercizio del recesso, la Società revoca la delibera che lo legittima ovvero se è deliberato lo scioglimento della Società.

9.8 La liquidazione e la valorizzazione delle quote del socio receduto avviene con le modalità ed i criteri previsti dall'art. 2473, commi terzo e quarto, c.c.

Art. 10. Esclusione.

10.1 Il socio può essere escluso dalla Società nei casi previsti dagli articoli 2286 e 2288 c.c.

10.2 L'esclusione del socio è decisa con il voto favorevole dei soci che rappresentino più del 50% del capitale sociale, non computandosi la quota di partecipazione del socio della cui esclusione si tratta.

10.3 L'esclusione è comunicata senza indugio al socio escluso ed ha effetto trenta giorni dopo la spedizione della comunicazione; entro il medesimo termine il socio escluso può ricorrere al collegio arbitrale di cui all'art. 26 delle presenti norme; in caso di ricorso sono sospesi gli effetti della decisione di esclusione fino alla decisione del collegio arbitrale.

10.4 Dall'invio della comunicazione di esclusione, fatta salva la sospensione degli effetti di cui al precedente punto 3, decorrono i termini di cui all'art. 2473 c.c. per la liquidazione della partecipazione al socio escluso.

10.5 Ai sensi dell'art. 2473-bis c.c. è esclusa la possibilità di liquidazione mediante riduzione del capitale sociale e pertanto, nel caso in cui risulti impossibile procedere altrimenti alla liquidazione della partecipazione, l'esclusione perderà ogni effetto.

Art. 11. Decisioni dei soci - Competenze e modalità.

11.11 soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dal codice civile, dalle presenti norme per il funzionamento della società, nonché sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione. Ogni socio ha diritto di esprimere un numero di voti proporzionale alla propria partecipazione.

11.2 Sono riservate alla competenza dei soci:

- a) l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili;
- b) la nomina dell'organo amministrativo;
- c) l'eventuale nomina dei sindaci e del presidente del collegio sindacale o del revisore;
- d) le modificazioni delle presenti norme per il funzionamento della società;
- e) la decisione di compiere operazioni che comportano una sostanziale modifica dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei soci;
- f) lo scioglimento anticipato della Società;
- g) la nomina dei liquidatori e i criteri di svolgimento della liquidazione;
- h) la revoca dello stato di liquidazione;
- i) le decisioni inerenti l'acquisto o la vendita di beni immobili;
- 1) l'assunzione di partecipazioni in altre imprese comportanti una responsabilità illimitata per le obbligazioni delle medesime;
- m) altre eventuali decisioni riservate.

11.3 Non deve essere autorizzato con decisioni dei soci, ai sensi dell'art. 2465 c.c., l'acquisto da parte della Società, anche se per un corrispettivo pari o superiore al decimo del capitale sociale, di beni o di crediti dei soci fondatori, dei soci e degli amministratori, nei due anni dalla iscrizione della Società nel registro delle imprese.

11.4 Salvo quanto previsto al primo punto del successivo articolo 12, le decisioni dei soci possono essere adottate, oltre che in sede assembleare, mediante consultazione scritta o consenso espresso per iscritto. Il metodo di adozione delle decisioni è stabilito dall'organo amministrativo.

Art. 12. Decisioni dei soci mediante deliberazione assembleare.

12.1 Nel caso di decisioni che abbiano ad oggetto le materie indicate nel precedente articolo 11 punto secondo lettere d), e) , f), g), h), i), l), m), nonché in tutti gli altri casi espressamente previsti dalla legge o dalle presenti norme per il funzionamento della società, oppure quando lo richiedono uno o più amministratori o un numero di soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale, le decisioni dei soci devono essere adottate mediante deliberazione assembleare.

12.2 L'assemblea è convocata dall'Amministratore Unico, dal Presidente del Consiglio di Amministrazione o da un Consigliere Delegato, da uno degli Amministratori nominati ai sensi dell'art. 16 punto primo lett. c), o da tanti soci che rappresentino almeno un terzo del capitale sociale anche fuori dal comune in cui ha sede la Società, purché nel territorio dell'Unione Europea.

12.3 L'assemblea è convocata con avviso spedito otto giorni o, se spedito successivamente, ricevuto almeno quattro giorni prima di quello fissato per l'adunanza, con lettera raccomandata, ovvero con qualsiasi altro mezzo, inclusi raccomandata a mani, posta elettronica e trasmissione telematica, idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, fatto pervenire ai soci, agli amministratori e ai sindaci, se nominati.

12.4 Nell'avviso di convocazione devono essere indicati il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

12.5 Nell'avviso di convocazione può essere prevista una data ulteriore di seconda convocazione, per il caso in cui nell'adunanza prevista in prima convocazione l'assemblea non risulti legalmente costituita, nonché di eventuali altre convocazioni successive.

12.6 Anche in mancanza di formale convocazione l'assemblea si reputa regolarmente costituita quando ad essa partecipa l'intero capitale sociale e tutti gli amministratori e i sindaci, se nominati, sono presenti o informati e nessuno si oppone alla trattazione degli argomenti all'ordine del giorno. Se gli amministratori o i sindaci, se nominati, non partecipano personalmente all'assemblea, devono rilasciare una dichiarazione scritta, da conservarsi agli atti della Società, nella quale dichiarano di essere informati della riunione.

12.7 Hanno diritto di intervento nell'assemblea tutti i soci iscritti nel libro soci.

12.8 I soci possono farsi rappresentare in assemblea mediante delega scritta, consegnata al delegato anche via telefax o via posta elettronica con firma digitale. La delega non può essere conferita agli amministratori, ai sindaci o al revisore, se nominati, e ai dipendenti della Società, né alle società da essa controllate, né ad amministratori, sindaci, revisori, dipendenti di queste.

12.9 L'assemblea è presieduta dall'Amministratore Unico, o dal Presidente del Consiglio di Amministrazione, o dalla persona designata dagli intervenuti, che nominano anche un segretario che la assista, a maggioranza dei diritti di voto assegnati. Il presidente dell'assemblea verifica la regolarità della costituzione dell'assemblea, accerta l'identità e la legittimazione dei presenti, regola il suo svolgimento e accerta i risultati delle votazioni.

12.10 L'assemblea, qualora l'avviso di convocazione lo preveda, può svolgersi anche con gli intervenuti dislocati in più luoghi, contigui o distanti, audio e video collegati, a condizione che siano rispettati il metodo collegiale e i principi di buona fede e di parità di trattamento dei soci. In tal caso, è necessario che: -sia consentito al presidente dell'assemblea, anche a mezzo del proprio ufficio di presidenza, di accertare inequivocabilmente l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;

- sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;
- sia consentito agli intervenuti di partecipare in tempo reale alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti;

- siano indicati nell'avviso di convocazione (salvo che si tratti di assemblea totalitaria) i luoghi audio/video collegati a cura della Società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il Presidente ed il soggetto verbalizzante; dovranno inoltre essere predisposti tanti fogli presenze quanti sono i luoghi audio/video collegati in cui si tiene la riunione.

12.11 Le deliberazioni dell'assemblea sono constatate da processo verbale redatto e firmato dal presidente e dal segretario. Nei casi di legge e quando l'organo amministrativo lo ritiene opportuno, il verbale è redatto da notaio, scelto da chi presiede l'assemblea.

12.12 Il verbale deve indicare la data dell'assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti e le quote di partecipazione rappresentate da ciascuno; deve altresì indicare le modalità e il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione dei soci favorevoli, astenuti o dissenzienti. Nel verbale devono essere riassunte, su richiesta dei soci, le loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno.

12.13 Il verbale deve essere redatto senza ritardo, nei tempi necessari per la tempestiva esecuzione degli obblighi di deposito e pubblicazione.

Art. 13. Decisioni dei soci mediante consultazione scritta.

13.1 La consultazione scritta avviene su iniziativa di uno o più amministratori o di tanti soci che rappresentino almeno un terzo del capitale sociale e consiste in una proposta di decisione che deve essere inviata a tutti i soci, con qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento. Dalla proposta devono risultare con chiarezza l'argomento oggetto della consultazione e quanto necessario per assicurare un'adeguata informazione sugli argomenti da trattare, nonché l'esatto testo della decisione da adottare.

13.2 I soci hanno otto giorni per trasmettere la risposta, che deve essere sottoscritta in calce al documento ricevuto, salvo che la proposta indichi un diverso termine purché non inferiore a giorni quattro e non superiore a giorni trenta. La risposta deve contenere un'approvazione o un diniego. La mancanza di risposta dei soci entro il termine suddetto è considerata voto contrario.

13.3 L'organo amministrativo deve raccogliere le consultazioni ricevute e comunicarne il risultato a tutti i soci, gli amministratori e sindaci, se nominati, indicando:

- i soci favorevoli, contrari o astenuti con il capitale da ciascuno rappresentato; -la data in cui si è formata la decisione;
- eventuali osservazioni o dichiarazioni relative all'argomento oggetto della consultazione, se richiesto dagli stessi soci.

13.4 Le decisioni dei soci adottate ai sensi del presente articolo devono essere trascritte senza indugio nel libro delle decisioni dei soci.

13.5 Il documento contenente la proposta di decisione inviato a tutti i soci e i documenti pervenuti alla Società e recanti l'espressione della volontà dei soci devono essere conservati dalla Società. Tutti i detti documenti possono anche essere redatti e spediti su supporto informatico, corredato di firma digitale.

Art. 14. Decisioni dei soci sulla base del consenso scritto.

14.1 Il consenso espresso per iscritto indica qualsiasi ipotesi di decisione adottata al di fuori dell'adunanza collegiale e non manifestata in seguito ad una previa consultazione dei soci ed in adesione ad una predefinita proposta di decisione ai sensi del precedente art. 13. Esso consiste in una dichiarazione resa da ciascun socio con esplicito e chiaro riferimento all'argomento oggetto della decisione, del quale il socio consenziente dichiara di essere sufficientemente informato. I consensi possono essere trasmessi con qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento.

14.2 La decisione dei soci si intende formata soltanto qualora pervengano alla Società, nelle forme sopraindicate ed entro dieci giorni dal ricevimento della prima comunicazione, i consensi di tanti soci che raggiungano il quorum deliberativo previsto al successivo art. 15.

14.3 L'organo amministrativo deve raccogliere i consensi scritti ricevuti e comunicarne il risultato a tutti i soci, gli amministratori, sindaci e revisore, se nominati, indicando:

- i soci favorevoli, contrari o astenuti con il capitale da ciascuno rappresentato;
- la data in cui si è formata la decisione;
- eventuali osservazioni o dichiarazioni relative all'argomento oggetto del consenso, se richiesto dagli stessi soci.

14.4 Le decisioni dei soci adottate ai sensi del presente articolo devono essere trascritte senza indugio nel libro delle decisioni dei soci.

14.5 I documenti pervenuti alla Società e recanti l'espressione della volontà dei soci devono essere conservati dalla Società. Tutti i detti documenti possono anche essere redatti e spediti su supporto informatico, corredato di firma digitale.

Art. 15. Assemblea e decisioni dei soci - Quorum.

15.1 L'assemblea è regolarmente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentino almeno la metà del capitale sociale e delibera a maggioranza assoluta. Salvo diversa disposizione di legge, le quote per le quali non può essere esercitato il diritto di voto sono computate ai fini della regolare costituzione dell'assemblea. Le medesime quote e quelle per le quali il diritto di voto non è stato esercitato a seguito della dichiarazione del socio di astenersi per conflitto di interessi non sono computate ai fini del calcolo della maggioranza e della quota di capitale richiesta per l'approvazione della deliberazione.

15.2 Le decisioni dei soci mediante consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto sono adottate con il voto favorevole dei soci che rappresentino almeno la metà del capitale sociale. Le quote per le quali non può essere esercitato il diritto di voto e quelle per le quali il diritto di voto non è stato esercitato a seguito della dichiarazione del socio di astenersi per conflitto di interessi non sono computate ai fini del calcolo della maggioranza e della quota di capitale richiesta per l'approvazione della deliberazione.

15.3 Sono assunte con il voto favorevole dei soci che rappresentino almeno la metà del capitale sociale le decisioni:

- a) inerenti le modificazioni delle presenti norme;
- b) relative ad operazioni che comportino una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale;
- c) relative ad operazioni che comportino una rilevante modificazione dei diritti dei soci;
- d) relative alla fusione e alla scissione della Società, nonché alla trasformazione della stessa in società di persone, fermo restando che è comunque richiesto il consenso dei soci che con la trasformazione assumono la responsabilità illimitata.

15.4 Per introdurre, modificare o sopprimere i diritti attribuiti ai singoli soci ai sensi dell'art. 2468, terzo comma, c.c., è necessario il consenso di tutti i soci.

15.5 L'assemblea delibera in seconda e nelle ulteriori convocazioni con la maggioranza assoluta del capitale sociale rappresentato dai presenti, indipendentemente dalla parte di capitale sociale intervenuta, salvo che per le decisioni previste al precedente punto 15.3, che devono essere assunte con il voto favorevole dei soci che rappresentino almeno la metà del capitale sociale, e quelle di cui al punto 15.4.

15.6 Restano comunque salve le disposizioni di legge o delle presenti norme per il funzionamento della società, che, per particolari decisioni, richiedono diverse specifiche maggioranze.

Art. 16. Amministrazione.

16.1 Con la decisione dei soci, assunta ai sensi dell'art. 2479 c.c., potrà essere effettuata la scelta tra una delle seguenti forme di amministrazione e la conseguente nomina:

- a) un Amministratore Unico;
- b) un Consiglio di Amministrazione composto da due o più membri secondo il numero determinato all'atto della nomina;
- c) due o più Amministratori con poteri disgiunti e/o congiunti.

16.2 Per Organo Amministrativo si intende l'Amministratore Unico, oppure il Consiglio di Amministrazione, oppure l'insieme di Amministratori cui sia affidata congiuntamente o disgiuntamente l'amministrazione.

16.3 L'amministrazione della Società può essere affidata anche a soggetti che non siano soci.

16.4 Non possono essere nominati amministratori e, se nominati, decadono dall'ufficio coloro che si trovano nelle condizioni previste dall'art. 2382 c.c.

16.5 Gli amministratori durano in carica per il periodo fissato all'atto della nomina; in mancanza di fissazione di un termine, essi durano in carica fino a revoca o dimissioni e sono rieleggibili. In caso di cessazione degli amministratori per scadenza del termine, essi rimangono in carica sino alla ricostituzione del nuovo organo amministrativo.

16.6 Gli amministratori sono revocabili con decisione dei soci in qualunque momento; nulla è dovuto all'amministratore revocato senza giusta causa a titolo di risarcimento del danno, intendendosi l'assunzione dell'incarico di amministratore nella presente Società come accettazione della presente clausola e pertanto come rinuncia al risarcimento del danno.

16.7 Nel caso sia stato nominato il Consiglio di Amministrazione ai sensi del precedente punto 1 lett. b) del presente articolo, se viene a mancare qualcuno degli amministratori, gli altri provvedono a sostituirlo mediante cooptazione: l'amministratore o gli amministratori così nominati restano in carica fino alla prossima assemblea. Se per qualsiasi causa viene meno almeno la metà degli amministratori nominati con decisione dei soci, decade l'intero Consiglio di Amministrazione.

16.8 Nel caso siano stati nominati più Amministratori con poteri disgiunti e/o congiunti ai sensi del precedente punto 1 lett. c) del presente articolo, se per qualsiasi motivo cessa dalla carica anche un solo Amministratore, decadono anche gli altri Amministratori.

16.9 Nelle ipotesi di decadenza dell'intero organo amministrativo di cui ai precedenti punti 7 e 8 del presente articolo, deve essere senza indugio promossa la decisione dei soci per l'integrale sostituzione dell'organo amministrativo. Nel frattempo il Consiglio decaduto o gli altri Amministratori decaduti potranno compiere i soli atti di ordinaria amministrazione.

16.10 La cessazione degli amministratori per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il nuovo organo amministrativo è stato ricostituito.

16.11 Agli amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per ragioni del loro ufficio.

16.12 Con decisione dei soci, in occasione della nomina o con apposita decisione, può altresì essere assegnato un compenso agli amministratori, anche sotto forma di partecipazione agli utili. Agli stessi può inoltre essere attribuita un'indennità di cessazione di carica, da costituirsi mediante accantonamenti annuali ovvero mediante apposita polizza assicurativa. In mancanza di determinazione del compenso, si intende che gli amministratori vi abbiano rinunciato.

16.13 Nel caso la Società sia amministrata da un Consiglio di Amministrazione nominato ai sensi del precedente punto 1 lett. b) del presente articolo, la remunerazione degli amministratori investiti di particolari cariche è stabilita dal Consiglio stesso, sentito il parere del Collegio Sindacale se nominato. I soci possono anche determinare un importo complessivo per la remunerazione di tutti gli amministratori, inclusi quelli investiti di particolari cariche.

16.14 Si applica agli amministratori, salvo autorizzazione dell'assemblea, il divieto di concorrenza di cui all'art. 2390 c.c.

16.15 Devono essere autorizzate con decisione dei soci le operazioni in cui almeno la metà degli amministratori siano in conflitto di interessi con la Società.

Art. 17. Consiglio di amministrazione.

17.1 Quando è istituito il Consiglio di Amministrazione, esso elegge tra i suoi membri il Presidente, qualora non vi abbiano provveduto i soci con la decisione di nomina; il Consiglio altresì, sempre qualora non vi abbiano provveduto i soci con la decisione di nomina, può eleggere uno o più Vice Presidenti e può nominare un segretario che potrà essere estraneo al Consiglio stesso. Il Presidente del Consiglio di Amministrazione verifica la regolarità della costituzione del Consiglio, accerta l'identità e la legittimazione dei presenti, regola il suo svolgimento e accerta i risultati delle votazioni.

17.2 Il Consiglio si riunisce, anche in luogo diverso dalla sede sociale, purché nel territorio dell'Unione Europea, tutte le volte che il Presidente lo giudichi necessario o quando ne è fatta domanda scritta dalla maggioranza dei suoi membri o, qualora esista, dal Collegio Sindacale.

17.3 Il Consiglio è convocato dal Presidente, od in caso di suo impedimento dal Vice Presidente, mediante avviso spedito a tutti gli amministratori e sindaci, se nominati, almeno cinque giorni prima ed in caso di urgenza almeno due giorni lavorativi prima di quello fissato per l'adunanza, con lettera raccomandata, ovvero con qualsiasi altro mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento; l'avviso dovrà comunque essere ricevuto almeno ventiquattro ore prima dell'inizio della riunione del Consiglio. Nell'avviso devono risultare la data, il luogo e l'ora della riunione, nonché l'ordine del giorno. Nel caso di ricorso al fax o alla posta elettronica o ad altro mezzo idoneo allo scopo, gli avvisi dovranno essere spediti al numero di fax, all'indirizzo di posta elettronica e/o allo specifico recapito che siano stati espressamente comunicati dagli amministratori medesimi e che risultino da apposita annotazione riportata nel Libro delle decisioni degli Amministratori.

17.4 Il Consiglio di Amministrazione è comunque validamente costituito e atto a deliberare qualora, anche in mancanza di formale convocazione, siano presenti tutti gli amministratori e tutti i sindaci effettivi, se nominati, fermo restando il diritto di ciascuno degli intervenuti di opporsi alla discussione degli argomenti sui quali non si ritenga sufficientemente informato.

17.5 E' ammessa la possibilità che le adunanze del Consiglio si tengano con mezzi di telecomunicazione, a condizione che tutti i partecipanti possano essere identificati e sia loro consentito seguire la discussione ed intervenire in tempo reale alla trattazione degli argomenti affrontati; verificandosi questi requisiti, il Consiglio si considererà tenuto nel luogo in cui si trova il Presidente e dove pure deve trovarsi il segretario, onde consentire la stesura e la sottoscrizione del verbale sul relativo libro.

17.6 Le deliberazioni del Consiglio sono valide con la presenza effettiva della maggioranza dei suoi membri e sono prese a maggioranza assoluta dei voti dei presenti. In caso di parità di voti, la proposta è respinta.

17.7 Il verbale delle deliberazioni del Consiglio di Amministrazione deve essere redatto senza indugio ed è sottoscritto dal Presidente e dal segretario. Il verbale deve indicare, anche in allegato, l'identità dei partecipanti, le modalità ed il risultato delle votazioni, e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione dei favorevoli, degli astenuti e dei dissenzienti. Nel verbale devono essere riassunte, su richiesta degli amministratori, le loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno.

17.8 Con riferimento alle materie indicate dall'art. 2475 quinto comma c.c. ovvero nei casi di cui ai successivi articoli 18.6 e 19.6 ovvero in tutti gli altri casi previsti dalla legge o dalle presenti norme per il funzionamento della società, le decisioni del Consiglio di Amministrazione, che sia stato nominato ai sensi del precedente articolo 16.1 lett. b), devono essere adottate mediante deliberazione collegiale.

Art. 18. Decisioni del consiglio di amministrazione mediante consultazione scritta.

18.1 La consultazione scritta avviene su iniziativa di uno o più amministratori e consiste in una proposta di deliberazione che deve essere inviata a tutti i consiglieri e ai sindaci, se nominati, con qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento. Dalla proposta devono risultare con chiarezza l'argomento oggetto della consultazione e quanto necessario per assicurare un'adeguata informazione sugli argomenti da trattare, nonché l'esatto testo della decisione da adottare.

18.2 I consiglieri hanno otto giorni per trasmettere la risposta, che deve essere sottoscritta in calce al documento ricevuto, salvo che la proposta indichi un diverso termine purché non inferiore a giorni quattro e non superiore a giorni trenta. La risposta deve contenere un'approvazione o un diniego. La mancanza di risposta dei consiglieri entro il termine suddetto è considerata voto contrario.

18.3 Il Presidente del Consiglio deve raccogliere le consultazioni ricevute e comunicarne il risultato a tutti gli amministratori e sindaci, se nominati, indicando:

- i consiglieri favorevoli, contrari o astenuti; -la data in cui si è formata la decisione;
- eventuali osservazioni o dichiarazioni relative all'argomento oggetto della consultazione, se richiesto dagli stessi consiglieri.

18.4 Le decisioni dei consiglieri adottate ai sensi del presente articolo devono essere trascritte senza indugio nel Libro delle decisioni degli Amministratori.

18.5 Il documento contenente la proposta di decisione inviato a tutti gli amministratori ed i documenti pervenuti alla Società e recanti l'espressione della volontà dei consiglieri devono essere conservati dalla Società. Tutti i detti documenti possono anche essere redatti e spediti su supporto informatico, corredato di firma digitale.

18.6 Le decisioni del Consiglio di Amministrazione mediante consultazione scritta sono prese con il voto favorevole della maggioranza degli amministratori in carica. Con la medesima maggioranza gli amministratori possono stabilire di rimettere la decisione su particolari argomenti o su specifiche operazioni a delibera del Consiglio di Amministrazione da adottarsi col metodo collegiale.

Art. 19. Decisioni del consiglio di amministrazione sulla base del consenso scritto.

19.1 Il consenso espresso per iscritto indica qualsiasi ipotesi di decisione adottata al di fuori dell'adunanza collegiale e non manifestata in seguito ad una previa consultazione dei consiglieri ed in adesione ad una predefinita proposta di decisione ai sensi del precedente art. 18. Esso consiste in una dichiarazione resa da ciascun consigliere con esplicito e chiaro riferimento all'argomento oggetto della decisione, del quale il consigliere consenziente dichiara di essere sufficientemente informato. I consensi possono essere trasmessi con qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento.

19.2 La decisione dei consiglieri si intende formata soltanto qualora pervengano alla Società, nelle forme sopraindicate ed entro dieci giorni dal ricevimento della prima comunicazione, i consensi della maggioranza dei consiglieri.

19.3 Il Presidente del Consiglio deve raccogliere i consensi scritti ricevuti e comunicarne il risultato a tutti gli amministratori e sindaci, se nominati, indicando:

- i consiglieri favorevoli, contrari o astenuti; -la data in cui si è formata la decisione;
- eventuali osservazioni o dichiarazioni relative all'argomento oggetto della decisione, se richiesto dagli stessi consiglieri.

19.4 Le decisioni dei consiglieri adottate ai sensi del presente articolo devono essere trascritte senza indugio nel Libro delle decisioni degli Amministratori.

19.5 I documenti pervenuti alla Società e recanti l'espressione della volontà dei consiglieri devono essere conservati dalla Società. Tutti i detti documenti possono anche essere redatti e spediti su supporto informatico, corredato di firma digitale.

19.6 Le decisioni del Consiglio di Amministrazione sulla base del consenso scritto sono prese con il voto favorevole della maggioranza degli amministratori in carica. Con la medesima maggioranza gli amministratori possono stabilire di rimettere la decisione su particolari argomenti o su specifiche operazioni a delibera del Consiglio di Amministrazione da adottarsi col metodo collegiale.

Art. 20. Amministrazione congiuntiva e/o disgiuntiva.

20.1 Nel caso in cui la decisione dei soci stabilisca di non istituire un Consiglio di Amministrazione, in sede di nomina di più Amministratori i poteri di amministrazione possono essere attribuiti agli stessi congiuntamente o disgiuntamente, ovvero alcuni poteri di amministrazione possono essere attribuiti in via disgiuntiva ed altri in via congiuntiva. In mancanza di qualsiasi precisazione nell'atto di nomina in ordine alle modalità di esercizio dei poteri di amministrazione, detti poteri si intendono attribuiti agli Amministratori disgiuntamente tra loro.

20.2 In caso di amministrazione disgiuntiva, ciascun Amministratore può opporsi all'operazione che un altro Amministratore voglia compiere; i soci, con il voto favorevole della maggioranza assoluta del capitale sociale, decidono sull'opposizione.

20.3 Per le operazioni da compiersi congiuntamente, occorre il consenso unanime di tutti gli Amministratori, salvi i casi in cui si renda necessario agire con urgenza per evitare un danno alla Società.

20.4 Con riferimento alle materie indicate dall'art. 2475 quinto comma c.c. ovvero in tutti gli altri casi previsti dalla legge o dalle presenti norme per il funzionamento della società, le decisioni degli Amministratori, che siano stati nominati ai sensi del precedente articolo 16.1 lett. c), devono essere adottate mediante apposita deliberazione collegiale; a tal fine gli Amministratori vengono convocati dall'amministratore più anziano di età e deliberano validamente col voto favorevole della maggioranza degli Amministratori in carica. Le deliberazioni così assunte sono constatate da verbale sottoscritto da almeno un Amministratore; detto verbale, anche se redatto per atto pubblico, dovrà essere trascritto, nel Libro delle decisioni degli Amministratori; per quanto riguarda le modalità di convocazione, il luogo di convocazione e le modalità di svolgimento della riunione si applicano, in quanto non derogate dalle disposizioni del presente comma, le disposizioni di cui ai punti 2, 3, 4 e 5 del precedente articolo 17.

Art. 21. Poteri dell'organo amministrativo.

21.1 L'organo amministrativo gestisce l'impresa sociale e compie tutti gli atti e le operazioni, sia di ordinaria che di straordinaria amministrazione, necessari per il raggiungimento dell'oggetto sociale, fatta eccezione per le decisioni sulle materie riservate ai soci dall'art. 11 delle presenti norme per il funzionamento della società. In sede di nomina possono tuttavia essere indicati limiti ai poteri degli amministratori, fermo restando che la redazione del progetto di bilancio e dei progetti di fusione o scissione sono in ogni caso di competenza dell'organo amministrativo.

21.2 Con deliberazione risultante da atto pubblico, l'organo amministrativo può assumere, in luogo dell'assemblea dei soci, le decisioni relative a:

- adozione, nel caso di diminuzione del capitale sociale di oltre un terzo in conseguenza di perdite, dei provvedimenti di cui all'art. 2482-bis c.c.;
- approvazione del progetto di fusione e di scissione nei casi ed alle condizioni di cui agli artt. 2505 e 2505-bis c.c.

L'attribuzione all'organo amministrativo di delibere concernenti gli argomenti elencati nel presente punto non fa venire meno la competenza principale dell'assemblea, che mantiene il potere di deliberare in materia. In caso di conflitto tra le decisioni assunte dall'assemblea e quelle assunte dall'organo amministrativo, prevalgono le prime.

21.3 In caso di nomina del Consiglio di Amministrazione ai sensi dell'art. 16.1 lett. b), questo può nominare tra i suoi membri uno o più Amministratori Delegati o un Comitato Esecutivo, fissando le relative attribuzioni e la retribuzione. In

tal caso si applicano in quanto compatibili gli artt. 2381 e 2389 c.c.; non sono quindi delegabili le materie elencate nell'art. 2381, comma quarto, c.c.

21.4 Il Consiglio di Amministrazione, l'Amministratore Unico o gli Amministratori, in via disgiuntiva e/o congiuntiva, a seconda del sistema di amministrazione adottato, possono anche nominare direttori, institori o procuratori per il compimento di determinati atti o categorie di atti, determinandone i poteri.

Art. 22. Rappresentanza sociale.

22.1 L'Amministratore Unico ha la rappresentanza della Società.

22.2 In caso di nomina del Consiglio di Amministrazione ai sensi dell'art. 16.1 lett. b), la rappresentanza della Società spetta al Presidente del Consiglio di Amministrazione e, nei limiti della delega, ai singoli Consiglieri Delegati, se nominati, nonché ai singoli consiglieri se specificamente previsto nella delibera da attuare.

22.3 Nel caso di nomina di più Amministratori ai sensi dell'art. 16.1 lett. c), la rappresentanza della Società spetta agli stessi congiuntamente e/o disgiuntamente, allo stesso modo in cui sono stati attribuiti in sede di nomina i poteri di amministrazione.

22.4 La rappresentanza della Società spetta anche ai direttori, agli institori ed ai procuratori, nei limiti dei poteri loro conferiti nell'atto di nomina.

Art. 23. Revisione legale dei conti.

23.1 La Società, mediante decisione dei soci, può nominare il Collegio Sindacale ed il Revisore.

23.2 Nei casi previsti dall'art. 2477 c.c. e negli altri casi previsti dalla legge, la nomina del Collegio Sindacale è obbligatoria. In tali casi, qualora non sia obbligatoria la nomina di un Revisore ai sensi di legge, il Collegio Sindacale esercita il controllo contabile, a meno che i soci, mediante loro, decisione, non lo attribuiscono al Revisore.

23.3 Il Collegio Sindacale è composto da tre membri effettivi e da due supplenti, conformemente al disposto dell'art. 2397 ce; il Presidente del Collegio Sindacale è nominato dai soci con la decisione di nomina del Collegio stesso. Essi restano in carica per tre esercizi, e scadono alla data della decisione dei soci di approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio della carica; sono rieleggibili e la loro cessazione per scadenza del termine ha effetto nel momento in cui il Collegio è ricostituito.

23.4 Il Revisore, ove nominato, deve essere iscritto nel Registro istituito ai sensi del D.Lgs. n. 39 del 27 gennaio 2010. Egli resta in carica per tre esercizi, e scade alla data della decisione dei soci di approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio della carica. Il Revisore svolge le funzioni previste dalla legge.

23.5 Il Collegio Sindacale ha i doveri ed i poteri di cui agli artt. 2403 e seguenti ce; allo stesso può anche essere affidato l'incarico di esercitare il controllo contabile, secondo quanto disposto al precedente punto 2 del presente articolo; in questo caso il Collegio Sindacale dovrà essere integralmente costituito da soggetti iscritti nell'apposito Registro. Si applicano, inoltre, le disposizioni di cui agli artt. 2406 e 2407 ce

23.6 E' ammessa la possibilità che le adunanze del Collegio si tengano con mezzi di telecomunicazione, a condizione che tutti i partecipanti possano essere identificati e sia loro consentito seguire la discussione ed intervenire in tempo reale alla trattazione degli argomenti affrontati; verificandosi questi requisiti, il Collegio si considererà tenuto nel luogo in cui si trova il Presidente.

23.7 La retribuzione annuale dei Sindaci e del Revisore è determinata dai soci all'atto della nomina per l'intero periodo di durata del loro ufficio.

23.8 Al Collegio Sindacale e al Revisore si applicano, ove non espressamente disciplinato dalle presenti norme per il funzionamento della società, le norme di legge.

Art. 24. Bilancio e utili.

24.1 Gli esercizi sociali si chiudono al 31 dicembre di ogni anno; alla fine di ogni esercizio l'organo amministrativo forma il bilancio a norma di legge.

24.2 Il bilancio deve essere presentato ai soci per l'approvazione, con decisione da adottarsi ai sensi del precedente art. 11, entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale, ovvero entro centottanta giorni qualora ricorrano le condizioni di cui al secondo comma dell'art. 2364 c.c.: in quest'ultimo caso gli amministratori devono segnalare nella relazione sulla gestione (o nella nota integrativa in caso di bilancio redatto in forma abbreviata) le ragioni della dilazione.

24.3 Gli utili netti, dopo il prelievo di almeno il cinque per cento per la riserva legale, fino a quando questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale, saranno ripartiti tra i soci, salvo che l'assemblea deliberi speciali prelevamenti a favore di riserve o per altra destinazione, oppure disponga di mandarli in tutto o in parte ai successivi esercizi.

24.4 I dividendi non riscossi entro un quinquennio dal giorno in cui divennero esigibili si prescrivono a favore della Società.

Art. 25. Scioglimento.

25.1 La Società si scioglie per le cause previste dalla legge.

25.2 L'assemblea, con deliberazione presa con le maggioranze richieste per le modificazioni delle presenti norme per il funzionamento della società, se del caso convocata dall'organo amministrativo, nominerà uno o più liquidatori determinando:

- a) il numero dei liquidatori ed il compenso;
- b) in caso di pluralità di liquidatori, le regole di funzionamento del collegio, anche mediante rinvio al funzionamento del Consiglio di Amministrazione, in quanto compatibile;
- c) a chi spetta la rappresentanza della Società;
- d) i criteri in base ai quali deve svolgersi la liquidazione;
- e) gli eventuali limiti ai poteri dell'organo liquidativo.

25.3 La Società può in ogni momento revocare lo stato di liquidazione, occorrendo previa eliminazione della causa di scioglimento, con deliberazione dell'assemblea presa con le maggioranze richieste per le modificazioni delle presenti norme per il funzionamento della società. Al socio dissenziente spetta il diritto di recesso. Per gli effetti della revoca si applica l'art. 2487-ter c.c.

Art. 26. Clausola compromissoria.

26.1 Qualsiasi controversia relativa all'interpretazione ed alla esecuzione dell'atto costitutivo e delle presenti norme per il funzionamento della società, o su qualunque altra materia inerente direttamente o indirettamente ai rapporti sociali, tra soci, ovvero tra soci e la Società, suoi amministratori e liquidatori, ad eccezione di quelle nelle quali la legge prevede l'intervento obbligatorio del pubblico ministero, sarà devoluta ad un collegio arbitrale.

26.2 Il collegio arbitrale è composto da tre arbitri amichevoli compositori, tutti nominati dal Presidente del Tribunale della città ove ha sede la Società, il quale dovrà provvedere alla nomina previa richiesta fatta dalla parte più diligente. Gli arbitri così nominati designeranno il presidente del collegio arbitrale; in caso di mancato accordo l'arbitro più anziano di età provvederà alla nomina del presidente mediante estrazione a sorte. La sede del collegio arbitrale sarà presso il domicilio del presidente del collegio arbitrale.

26.3 Il collegio arbitrale dovrà decidere in via rituale secondo diritto.

26.4 Il collegio arbitrale determinerà come ripartire le spese dell'arbitrato tra le parti.

26.5 Per quanto non previsto, si applicano le disposizioni del decreto legislativo 17 gennaio 2003. n. 5.

26.6 La soppressione o le modifiche del contenuto della presente clausola compromissoria devono essere approvate con delibera dei soci con la maggioranza di almeno i due terzi del capitale sociale. I soci assenti o dissenzienti possono, entro i successivi novanta giorni, esercitare il diritto di recesso ai sensi dell'articolo 9.

Art. 27. Computo dei termini.

27.1 Tutti i termini previsti dal presente statuto vanno computati con riferimento al concetto di "giorni liberi", con ciò intendendosi che non si considera, al fine del valido decorso del termine prescritto, né il giorno "iniziale" né quello "finale".

Sixième résolution

Les associés dûment représentés confirment la reprise sans limitations de tous les actifs et passifs de la Société, dorénavant de nationalité italienne, existants à la date du transfert du siège social vers l'Italie et ceci sans limitation ni conditions.

Septième résolution

Les associés dûment représentés décident d'accorder la décharge au gérant unique de la société Monsieur Michel BOURKEL, demeurant professionnellement à L-2430 Luxembourg, 34, rue Michel Rodange pour l'exécution de son mandat jusqu'à la date du présent acte.

Huitième résolution

Les associés dûment représentés décident que:

- Monsieur Giorgio SCAMBI, gérant de sociétés, né à Vicenza (Italie) le 23 septembre 1941, demeurant à Via D. Meschinelli n°118, I-36100 Vicenza, CF SCMG41P23L 840F, est nommé gérant unique de la dite société pour une durée indéterminée, suite au transfert du siège vers l'Italie, et exercera ses fonctions dans les conditions fixées par la loi et les statuts.

Neuvième résolution

Les associés dûment représentés confèrent tous pouvoirs au gérant unique de la Société Monsieur Giorgio SCAMBI, préqualifié, à Madame Elisanna SCAMBI, née à Vicenza (Italie) le 31 mars 1978, demeurant à Via D. Meschinelli n°118, I-36100 Vicenza, CF SCMLNN78C71L840S, ainsi qu'à Madame Nadia Manuela PIAZZA, née à Vicenza (Italie) le 21 janvier 1948, demeurant à Via D. Meschinelli n°118, I-36100 Vicenza, CF PZZNMN48A61L840Y, aux fins d'opérer, aussi individuellement et avec pouvoir de substitution, toutes formalités ou actes qui seraient nécessaires ou utiles en relation avec l'inscription du transfert du siège social de la Société en Italie.

Dixième résolution

L'Assemblée générale donne mandat à Monsieur Michel BOURKEL, demeurant professionnellement à L-1417 Luxembourg, 8, rue Dicks, avec pouvoir de représenter la société au Luxembourg et à Monsieur Alexandre VANCHERI, demeurant professionnellement à L-1417 Luxembourg, 8, rue Dicks, d'entreprendre toute procédure nécessaire et d'ef-

fectuer toutes formalités auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg et de toutes instances administratives, fiscales et autre au Luxembourg, afin d'assurer la cessation de la société en tant que société de droit luxembourgeois et sa radiation du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, dès réception de la preuve de l'inscription de la société au Registre des Sociétés de Vicenza (Italie), avec pouvoir notamment de signer tout acte ou document nécessaire ou utile et d'entreprendre toutes démarches requises par les dispositions légales luxembourgeoises aux prédictes fins.

Onzième résolution

Les décisions prises ci-dessus sont soumises à la condition résolutoire du refus du transfert du siège social de la société par les autorités italiennes ou toute autre instance compétente.

La société sera radiée du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous la condition suspensive de l'inscription de la société au Registre de Commerce de la République italienne.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelques formes que ce soit, qui incombent à la Société sont à sa charge.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite de ce procès-verbal, le comparant agissant en sa dite qualité a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: M. Bourkel, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 19 juillet 2010. Relation: EAC/2010/8655. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A.Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 20 juillet 2010.

BLANCHE MOUTRIER.

Référence de publication: 2010097932/634.

(100109343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2010.

The Oregan London Property S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 129.570.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and ten, on the fourteenth day of June.

Before Us Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned.

THERE APPEARED:

The public limited company governed by the laws of Ireland Oregan Financial Limited, established and having its registered office in The Concourse Building, Beacon Court, Sandyford, Dublin 18, Ireland, registered in Ireland under number IE355922,

being the holder of the five million (5,000,000) shares of the company THE OREGAN LONDON PROPERTY S.A., hereafter designed,

here represented by Mr Alain THILL, private employee, professionally residing in L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy-holder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated hereabove, has requested the notary to state that:

- The appearing party is the sole shareholder of the Luxembourg public limited company ("société anonyme") existing under the name of THE OREGAN LONDON PROPERTY S.A." (hereafter the "Company"), established and having its registered office in L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde, R.C.S. Luxembourg number B 129570, incorporated pursuant to a deed of Me Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, on the 6th of June 2007, published in the Mémorial C number 1788 of the 23rd of August 2007.

- The Company's capital is set at fifty thousand Euro (50,000.00 €), represented by five million (5,000,000) shares of a par value of one Cent (0.01 €) each, all fully subscribed and entirely paid in.

- The appearing party resolves to dissolve the Company with immediate effect.

- The appearing party declares that it has full knowledge of the Articles of Incorporation of the Company and that it is fully aware of the financial situation of the Company.

- The appearing party, as liquidator of the Company, declares that the activity of the Company has ceased, that the known liabilities of the said Company have been paid or fully provided for, that the appearing party is vested with all the assets and hereby expressly declares that it will take over and assume liability for any known but unpaid and for any as yet unknown liabilities of the Company before any payment to itself; consequently the liquidation of the Company is deemed to have been carried out and completed.

- The appearing party hereby grants full discharge to the board of directors and the statutory auditor for their mandates up to this date.

- The books and records of the dissolved Company shall be kept for five years at L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

Upon these facts the notary stated that the company THE OREGAN LONDON PROPERTY S.A. was dissolved.

Costs

The amount of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the Company as a result of this deed, is approximately valued at seven hundred and fifty euro.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read and translated to the representative of the appearing party, said appearing party signed with Us the notary, the present original deed.

Version française du texte qui précède

L'an deux mille dix, le quatorze juin.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

La société anonyme régie par les lois de l'Irlande Oregan Financial Limited, établie et ayant son siège social à The Concourse Building, Beacon Court, Sandyford, Dublin 18, Irlande, enregistrée en Irlande sous le numéro IE355922, propriétaire des cinq millions (5.000.000) d'actions de la société OREGAN PROPERTY S.A., désignée ci-après, ici représentée par Monsieur Alain THILL, employé privé, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé qui lui a été délivrée.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentaire, demeurera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- La comparante est l'actionnaire unique de la société anonyme luxembourgeoise existant sous la dénomination de THE OREGAN LONDON PROPERTY S.A. (ci-après nommée la "Société"), établie et ayant son siège social à L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde, R.C.S. Luxembourg numéro B 129570, constituée suivant acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 6 juin 2007, publié au Mémorial C numéro 1788 du 23 août 2007.

- Le capital social de la Société est fixé à cinquante mille euros (50.000,00 €), représenté par cinq millions (5.000.000) d'actions d'une valeur nominale d'un Cent (0,01 €) chacune, toutes entièrement souscrites et intégralement libérées.

- La comparante prononce la dissolution de la Société avec effet immédiat.

- La comparante déclare qu'elle est en pleine connaissance des statuts de la Société et qu'elle connaît parfaitement la situation financière de la Société.

- La comparante en sa qualité de liquidateur de la Société déclare que l'activité de la Société a cessé, que le passif connu de ladite Société a été payé ou provisionné, que la comparante est investie de tout l'actif et qu'elle s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement à sa personne; partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.

- La comparante donne décharge pleine et entière au conseil d'administration et au commissaire aux comptes pour leur mandat jusqu'à ce jour.

- Les documents et pièces relatifs à la Société dissoute resteront conservés durant cinq ans à L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

Sur base de ces faits le notaire a constaté la dissolution de la société THE OREGAN LONDON PROPERTY S.A..

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes s'élève à environ sept cent cinquante euros.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par les présentes qu'à la requête de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A.THILL, J. SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 28 juin 2010. Relation: GRE 2010/2150. Reçu soixante-quinze euros. 75.- EUR

Le Releveur (signé): G.SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME.

Junglinster, le 8 juillet 2010.

Référence de publication: 2010092129/97.

(100101597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2010.

Auberge THILLSMILLEN S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8212 Mamer, 30, rue Baerendall.

R.C.S. Luxembourg B 26.383.

Par lettre du 8 juin 2010 adressée à la société et remise en mains du gérant administratif de la société en date du 9 juin 2010, j'ai démissionné de mon mandat de gérant technique de la société Auberge THILLSMILLEN S.à r.l. (R.C.S. Luxembourg B 26 383) avec effet au 1^{er} septembre 2010.

Wecker, le 12 juillet 2010.

Référence de publication: 2010091691/11.

(100102194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2010.

AEIF (Willow) 03 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 137.880.

EXTRAIT

Il résulte d'une résolution du Gérant unique prise à Luxembourg en date du 15 juin 2010, que le siège social de la Société a été transféré du 4, Rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

En date du 15 juin 2010, l'Associé unique de la Société, AEIF (Willow) 02 S.à r.l., a décidé de transférer son siège social du 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

En date du 15 juin 2010, le Gérant unique de la Société, AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l., a décidé de transférer son siège social du 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

Luxembourg, le 15 juin 2010.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2010091704/20.

(100102417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2010.

AEIF (Willow) 01 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 137.881.

EXTRAIT

Il résulte d'une résolution du Gérant unique prise à Luxembourg en date du 15 juin 2010, que le siège social de la Société a été transféré du 4, Rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

En date du 15 juin 2010, l'Associé unique de la Société, AEIF LH Sub 04 S.à r.l., a décidé de transférer son siège social du 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

En date du 15 juin 2010, le Gérant unique de la Société, AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l., a décidé de transférer son siège social du 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juin 2010.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010091702/22.

(100102415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2010.

Sarint S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 37.544.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 27 avril 2010 que, le mandat des organes sociaux étant venu à échéance, ont été renommés:

Administrateurs:

- Dr. Massimo MORATTI, entrepreneur, avec adresse professionnelle à I-20122 Milan (Italie), Galleria De Cristoforis 1, président du conseil d'administration

- Dr. Corrado COSTANZO, dirigeant de société, avec adresse professionnelle à I-20122 Milan, Galleria De Cristoforis, 1

- Dr. Angelo MORATTI, dirigeant industriel, avec adresse professionnelle à I-20122 Milan (Italie), Galleria De Cristoforis, 1

- Dr. Angelomario MORATTI, dirigeant d'entreprise, avec adresse professionnelle à I-20122 Milan (Italie), Galleria De Cristoforis, 1

- Dr. Franco BALLERINI, dirigeant de société, avec adresse professionnelle à I-20122 Milan, Galleria de Cristoforis, 1

Réviseur indépendant

PriceWaterHouseCoopers Sàrl, réviseur d'entreprises, 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg, R.C.S. B 65 477.

Commissaire aux comptes

Dr. Franco BUCCARELLA, dirigeant industriel, avec adresse professionnelle à I-20122 Milan (Italie), Galleria De Cristoforis, 1

Le mandat des organes sociaux nouvellement élus expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes annuels de l'exercice 2010 et se tiendra en 2011.

Luxembourg, le 27 avril 2010.

POUR EXTRAIT CONFORME

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2010092094/32.

(100102240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2010.

European Strategic Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 36.068.

—
Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire, tenue à Luxembourg, le 25 juin 2010:

L'Assemblée Générale Ordinaire décide

- de renouveler pour une nouvelle période prenant fin à la date de la mise en liquidation de la Société, les mandats des Administrateurs suivants:

* Monsieur Geoffroy Linard de Guertechin, Administrateur et Président du Conseil d'Administration

* Monsieur Guy Verhoustraeten, Administrateur

* Monsieur Edward de Burlet, Administrateur

- de renouveler le mandat de DELOITTE S.A., en qualité de Commissaire aux Comptes, pour une nouvelle période prenant fin à la clôture de la liquidation de la Société.

A l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire, le Conseil d'Administration est composé de:

Président:

- M. Geoffroy LINARD de GUERTECHIN, Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, 20 boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg.

Administrateurs:

- M. Geoffroy LINARD de GUERTECHIN, Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, 20 boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg.

- M. Guy VERHOUSTRAETEN, Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, 20 boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg

- M. Edward de BURLET, Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, 20 boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg.

Commissaire aux Comptes

- DELOITTE S.A., ayant son siège social à 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg

Luxembourg, le 6 juillet 2010.

BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD EUROPE

Société Anonyme

Katie AGNES / Fabienne WALTZING

Mandataire Commercial / Mandataire Principal

Référence de publication: 2010092811/34.

(100102035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2010.

AEIF Apollo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.750,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 129.005.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une résolution du Gérant unique prise à Luxembourg en date du 15 juin 2010, que le siège social de la Société a été transféré du 4, Rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

En date du 15 juin 2010, le Gérant unique de la Société, AEIF Luxembourg HOLDINGS S.à r.l., a décidé de transférer son siège social du 4, rue Alphonse Weicker, L-2180 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juin 2010.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010091705/20.

(100102418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2010.

Küchen Holding GmbH, Zweigniederlassung Luxemburg, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-4243 Esch-sur-Alzette, 97, rue Jean-Pierre Michels.

R.C.S. Luxembourg B 154.207.

—
ERÖFFNUNG EINER NIEDERLASSUNG

Auszug aus dem Gesellschafterbeschluss der Gesellschaft vom 6. Juli 2010

Die Gesellschaft ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung eingetragen und bestehend gemäss den Gesetzen Deutschlands, mit Sitz in Prinzregentenstrasse 48, D-80583 München, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts München unter HRB 163603.

Die Gesellschaft eröffnet mit Wirkung zum 6. Juli 2010 eine Niederlassung („succursale“) im Großherzogtum Luxemburg.

Die Niederlassung firmiert unter dem Namen „Küchen Holding GmbH, Zweigniederlassung Luxemburg“.

Die Adresse der Niederlassung ist 97, rue Jean-Pierre Michels, L-4243 Esch-sur-Alzette, Luxemburg.

Die Niederlassung wird folgende Aktivitäten ausüben:

Gegenstand der Zweigniederlassung ist der Erwerb, das Halten sowie die Veräußerung von Mehrheitsbeteiligungen an Unternehmen unter planmäßiger Entwicklung der Unternehmenswerte durch Ausüben einer Management Holding Funktion, sowie das Erbringen von Beratungsleistungen an diese Unternehmen und an Dritte. Ausgenommen sind Bankgeschäfte oder erlaubnispflichtige Finanzdienstleistungen nach dem Kreditwesengesetz. In der Zweigniederlassung werden alle Verwaltungsaufgaben der Gesellschaft bearbeitet sowie alle Entscheidungen der Gesellschaft getroffen.

Die Vertretungsbefugnis lautet wie folgt:

Die Zweigniederlassung wird nach aussen hin vertreten durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers, und falls es mehr als einer sein sollte, durch die gemeinsamen Unterschriften von mindestens zwei Geschäftsführern oder durch die Unterschrift einer Person welcher von dem oder den Geschäftsführern eine Unterschriftsvollmacht erteilt wurde.

Folgende Person ist als alleiniger Geschäftsführer der Zweigniederlassung ernannt:

Herr Claude Lang, geboren am 12. Oktober 1953 in Esch-sur-Alzette, Großherzogtum Luxemburg, wohnhaft in 45, Cité Kirchberg, L-3733 Rumelange, Großherzogtum Luxemburg

Herr Claude Lang ist ebenfalls als alleiniger Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt und als solcher im Handelsregister München eingetragen.

Claude Lang

Alleiniger Geschäftsführer

Référence de publication: 2010094091/34.

(100104436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2010.

**Holdinter Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. Holdinter S.A.).**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 17.282.

Im Jahre zweitausendundzehn, den vierundzwanzigsten Juni.

Vor dem unterzeichneten Notar Martine SCHAEFFER, mit dem Amtssitz in Luxemburg, (Großherzogtum Luxemburg).

Versammelten sich in außerordentlicher Generalversammlung die Aktionäre, beziehungsweise deren Vertreter, der Aktiengesellschaft "HOLDINTER S.A.", mit Sitz in L-1724 Luxembourg, 3A boulevard du Prince Henri, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 17.282, gegründet gemäß Urkunde aufgenommen den Notar Frank BADEN, mit damaligem Amtssitz in Mersch vom 23. Januar 1980, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 72 vom 10. April 1980,

deren Satzungen wurden letztmals abgeändert gemäß Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 24. September 2006, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2223 vom 28. November 2006.

Den Vorsitz der Versammlung führt Herr Laurent JACQUEMART, Privatbeamter, beruflich wohnhaft in Luxemburg.

Die Vorsitzende beruft zur Schriftführerin Frau Sylvie DUPONT, Privatbeamtin, und die Versammlung bestellt als Stimmzähler Herrn Raymond THILL, Jurist, beide beruflich wohnhaft in Luxemburg.

Die Vorsitzende stellt gemeinsam mit den Versammlungsmitgliedern fest:

I.- Gegenwärtigem Protokoll liegt ein Verzeichnis der Aktien und der Gesellschafter bei; welche Liste von den Gesellschaftern, beziehungsweise deren Vertretern, sowie den Mitgliedern der Versammlung und dem amtierenden Notar unterzeichnet ist.

II.- Die von den Gesellschaftern ausgestellten Vollmachten werden, nachdem sie von den Mitgliedern der Versammlung "ne varietur" unterschrieben wurden, zusammen mit der Anwesenheitsliste, diesem Protokoll beigegeben, um mit demselben einregistriert zu werden.

III.- Da sämtliche Aktien der Gesellschaft durch die Gesellschafter oder deren Beauftragte vertreten sind, waren Einberufungsschreiben hinfällig; somit ist gegenwärtige Versammlung rechtsgültig zusammengetreten.

IV.- Die Tagesordnung der Generalversammlung begreift folgende Punkte:

Tagesordnung:

1. Aufgabe des Statuts einer Holdinggesellschaft und dessen steuerlichen Bestimmungen und Umwandlung der Gesellschaft in eine Verwaltungsgesellschaft für Familienvermögen („société de patrimoine familial“, abgekürzt „SPF“), gemäss den Bestimmungen des Gesetzes vom 11. Mai 2007, betreffend die Errichtung einer Verwaltungsgesellschaft für Familienvermögen.

2. Abänderung des Gesellschaftszweckes wie folgt:

"Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb, der Besitz, die Verwaltung und die Veräußerung von Finanzanlagen, wie in Artikel 2 des SPF-Gesetzes beschrieben, unter Ausschluss jeglicher wirtschaftlicher Aktivität.

Als Finanzanlagen im Sinne des SPF-Gesetzes gelten

- (i) Finanzins im Sinne des Gesetzes vom 5. August 2005 über Finanzsicherheiten, und
- (ii) Gelder und beliebige, auf einem Konto verbuchte Guthaben.

Die Gesellschaft darf Beteiligungen an anderen Gesellschaften nur dann halten, wenn sie keinen Einfluss auf die Verwaltung dieser Gesellschaften nimmt.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen."

3. Abänderung der Gesellschaftsbezeichnung in "HOLDINTER SPF S.A.," und entsprechende Abänderung von Artikel 1 der Satzung.

4. Hinzufügen eines zweiten Absatzes in Artikel 6 der Satzung um die Möglichkeit vorzusehen dass die Gesellschaft nur ein Verwaltungsratsmitglied haben kann.

5. Hinzufügen eines zweiten Absatzes in Artikel 9 der Satzung um die Möglichkeit vorzusehen dass im vorerwähnten Falle die Gesellschaft durch die Unterschrift dieses alleinigen Verwaltungsratsmitgliedes verpflichtet werden kann.

6. Reduzierung des Gesellschaftskapitals bis zu einem Betrag von EUR 50.000,00 (fünfzigtausend Euro), um es von EUR 447.816,00 (vierhundertsebenundvierzigtausendachthundertsechzehn Euro) bei Reduzierung von EUR 397.816,00 (dreihundertsebenundneunzigtausendachthundertsechzehn Euro), zu bringen durch Rückzahlung an die Aktionäre im Prorata ihrer Beteiligung ohne Reduzierung der Zahl der Aktien»

7. Entsprechende Abänderung von Artikel 5 der Satzung.

8. Abänderung der Artikel 13, 16 und 17 des Gesellschaftsvertrages.

9. Verschiedenes.

Die Ausführungen des Vorsitzenden wurden einstimmig durch die Versammlung für richtig befunden und, nach Überprüfung der Richtigkeit der Versammlungsordnung, fasst die Versammlung, nach vorheriger Beratung, einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschließt:

den Statut einer Holdinggesellschaft und dessen steuerlichen Bestimmungen aufzugeben und die Gesellschaft in eine Verwaltungsgesellschaft für Familienvermögen („société de patrimoine familial“, abgekürzt „SPF“), gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 11. Mai 2007, betreffend die Errichtung einer Verwaltungsgesellschaft für Familienvermögen, umzuwandeln;

- den Gesellschaftszweck abzuändern und für ihn den in der Tagesordnung unter Punkt 2) angegebenen Wortlaut anzunehmen; und

- die Gesellschaftsbezeichnung in "HOLDINTER SPF S.A." abzuändern.

Infolgedessen wird Artikel 1 der Satzung in Zukunft folgenden Wortlaut haben:

„ **Art. 1.** Es besteht eine Aktiengesellschaft unter der Bezeichnung "HOLDINTER SPF S.A.“

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt folgende Abänderung von Artikel 4 und 19 des Gesellschaftsvertrages vorzunehmen, um diese an die hiervor genommenen Beschlüsse anzupassen:

„ **Art. 4.** Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb, der Besitz, die Verwaltung und die Veräußerung von Finanzanlagen, wie in Artikel 2 des SPF-Gesetzes beschrieben, unter Ausschluss jeglicher wirtschaftlicher Aktivität.

Als Finanzanlagen im Sinne des SPF-Gesetzes gelten

- (i) Finanzzins im Sinne des Gesetzes vom 5. August 2005 über Finanzsicherheiten, und
- (ii) Gelder und beliebige, auf einem Konto verbuchte Guthaben.

Die Gesellschaft darf Beteiligungen an anderen Gesellschaften nur dann halten, wenn sie keinen Einfluss auf die Verwaltung dieser Gesellschaften nimmt.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.“

Art. 19. Die Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, sowie die Bestimmungen des Gesetzes vom 11. Mai 2007 betreffend die Errichtung einer Verwaltungsgesellschaft für Familienvermögen („société de patrimoine familial“, abgekürzt "SPF"), finden ihre Anwendung überall wo gegenwärtige Satzung keine Abweichung beinhaltet.

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt in Artikel 6 der Satzung die Möglichkeit vorzusehen, dass die Gesellschaft nur ein Verwaltungsratsmitglied haben kann durch Hinzufügen eines zweiten Absatzes mit folgendem Wortlaut:

„Hat die Gesellschaft nur einen Aktionär kann der Verwaltungsrat, in Übereinstimmung mit dem Gesetz vom 25. August 2006, aus nur einem Mitglied bestehen, welcher nicht Aktionär zu sein braucht.“

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt in Artikel 9 der Satzung die Möglichkeit vorzusehen, dass im vorerwähnten Falle die Gesellschaft durch die Unterschrift dieses alleinigen Verwaltungsratsmitgliedes verpflichtet werden kann durch Hinzufügen eines zweiten Absatzes mit folgendem Wortlaut:

„Sollte unter Anwendung und gemäß Artikel 51 des Gesetzes vom 25. August 2006 der Verwaltungsrat aus nur einem Mitglied bestehen, so wird die Gesellschaft nach außen durch die alleinige Unterschrift des Verwaltungsratsmitgliedes verpflichtet.“

Fünfter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt das Gesellschaftskapital zu reduzieren bis zu einem Betrag von EUR 50.000,00 (fünfzigtausend Euro), um es von EUR 447.816,00 (vierhundertsevenundvierzigtausendachthundertsechzehn Euro) zu bringen, bei Reduzierung von EUR 397.816,00 (dreihundertsevenundneunzigtausendachthundertsechzehn Euro), durch Rückzahlung an die Aktionäre im Prorata ihrer Beteiligung ohne Reduzierung der Zahl der Aktien.

Diese Reduzierung unterliegt den Bestimmungen von Artikel 69 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften.

Sechster Beschluss

Infolge des vorherigen Beschlusses wird Artikel 5 der Satzung abgeändert und in Zukunft folgenden Wortlaut haben:

„ **Art. 5.** Das Gesellschaftskapital beträgt fünfzigtausend Euro (50.000.-EUR) eingeteilt in vierzehntausend einhundert (14.100) Aktien ohne Angabe des Nennwerts.

Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes und gemäß den darin festgelegten Bedingungen ihre eigenen Aktien zurückkaufen.“

Siebter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt folgende Abänderung von Artikel 13, 16 und 17 des Gesellschaftsvertrages vorzunehmen:

„ **Art. 13.** Die ordentliche Generalversammlung tritt alljährlich in der Stadt Luxemburg, an dem in den Einberufungsschreiben angegebenen Ort, am vierten Donnerstag des Monats März um fünfzehn Uhr, zusammen.

Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag, so findet die Generalversammlung am nächsten folgenden Werktag statt.“

„ **Art. 16.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.“

„ **Art. 17.** Das Habensaldo, welches nach Abzug sämtlicher Spesen und Unkosten bleibt, stellt den Nettogewinn dar.

Vom Nettogewinn sind fünf Prozent (5%) für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage zu verwenden. Diese Verpflichtung ist wieder aufgehoben, wenn und solange die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des im Artikel 3 festgesetzten gezeichneten Aktienkapitals, so wie es gegebenenfalls angehoben oder herabgesetzt wurde, erreicht hat.

Die Generalversammlung wird, auf Empfehlung des Verwaltungsrats, über die Verwendung des Nettogewinns beschließen.

Im Falle von Aktien, die nicht voll eingezahlt sind, werden die Dividenden pro rata der Einzahlung anbezahlt.

Unter Beachtung der diesbezüglichen gesetzlichen Vorschriften können Vorschussdividenden ausgezahlt werden.“

Kosten

Die Kosten und Gebühren dieser Urkunde, welche auf insgesamt ein tausendzweihundert Euro veranschlagt sind, sind zu Lasten der Gesellschaft.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt die Vorsitzende die Versammlung für abgeschlossen.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Signé: L. Jacquemart, S. Dupont, R.Thill et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 29 juin 2010. Relation: LAC/2010/28526. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.
Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2010.

Référence de publication: 2010094051/145.

(100105170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2010.

AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 129.159.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions du Conseil de Gérance prises à Luxembourg en date du 15 juin 2010, que le siège social de la Société a été transféré du 4, Rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juin 2010.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010091706/17.

(100102261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2010.

AEIF LH Sub 01 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.500,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 129.918.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une résolution du Gérant unique prise à Luxembourg en date du 15 juin 2010, que le siège social de la Société a été transféré du 4, Rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

En date du 15 juin 2010, l'Associé unique de la Société, AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l., a décidé de transférer son siège social du 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

En date du 15 juin 2010, le Gérant unique de la Société, AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l., a décidé de transférer son siège social du 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juin 2010.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010091707/23.

(100102252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2010.

A&G Global GP, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 147.725.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique de la société en date du 31 mars 2010:

Suite à l'agrément de la Commission de Surveillance du Secteur Financier en date du 23 mars 2010, l'associé unique a décidé de nommer les personnes suivantes en qualité de membres du Conseil de Gérance de la société pour une durée illimitée:

- Mr. Javier Martínez Lopez
- Mr. Gonzalo Rodríguez-Fraile Huete
- Mr. José Manuel Villamor Zambrano

L'associé unique prend note de la démission de Mr. Marco Ruiz comme membre du Conseil de Gérance de la société, telle que résultant de la lettre de démission datée du 22 janvier 2010.

A l'issue des résolutions de l'associé unique de la société en date du 31 mars 2010, le Conseil de gérance est composé comme suit:

Président:

- Mr. Sergio Navarro Fernández - 26, Joaquin Costa, E-28002 Madrid (Espagne)

Gérants:

- Mr. Juan Suárez de Figueroa Díez - 17, Balbina Valverde, E-28002 Madrid (Espagne)
- Mr. Javier Martínez Lopez - 26, Joaquin Costa, E-28002 Madrid (Espagne)
- Mr. Gonzalo Rodríguez-Fraile Huete - 26, Joaquin Costa, E-28002 Madrid (Espagne)
- Mr. José Manuel Villamor Zambrano - 26, Joaquin Costa, E-28002 Madrid (Espagne)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juillet 2010.

BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD EUROPE

Société Anonyme

Eva-Maria MICK / Claire-Ingrid BERGE

Mandataire Commercial / Fondé de pouvoir

Référence de publication: 2010092765/31.

(100102429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2010.

AEIF LH Sub 02 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 132.299.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une résolution du Gérant unique prise à Luxembourg en date du 15 juin 2010, que le siège social de la Société a été transféré du 4, Rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

En date du 15 juin 2010, l'Associé unique de la Société, AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l., a décidé de transférer son siège social du 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

En date du 15 juin 2010, le Gérant unique de la Société, AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l., a décidé de transférer son siège social du 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juin 2010.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010091708/23.

(100102253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2010.

CAREP II Japan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 3.734.895,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 114.493.

In the year two thousand and ten, on the twenty ninth of June.

Before Us, Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

CAREP – Japan Investors II, L.P., an exempted limited partnership having its registered office at c/o Walkers SPV Limited, Walker House, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9002, Cayman Islands, registered with the Registrar of Exempted Limited Partnerships of the Cayman Islands under number 22788,

here represented by Mr. Régis Galiotto, jurist, with professional address at 15, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

by virtue of a proxy given on June 10, 2010.

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxy holder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing party is the sole unitholder of the private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) incorporated and existing in Luxembourg under the name of "CAREP II Japan S.à r.l." (the Company), with registered office at 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 114493, incorporated by a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg of February 6, 2006 published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*, under number 956, dated May 16, 2006, whose bylaws were lastly amended by a deed of the undersigned notary of June 30, 2009, published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*, under number 1906, dated October 1, 2009.

II. The Company's unit capital is set at seventeen thousand five hundred and seventy-eight United States Dollars (USD 17.578,00) represented by seventeen thousand five hundred and seventy-eight (17.578) units with a nominal value of one United States Dollar (USD 1,00) each (the Units).

III. The sole unitholder resolves to increase the Company's unit capital by the amount of three million seven hundred and seventeen thousand three hundred and seventeen United States Dollars (USD 3.717.317,00) to raise it from its present amount of seventeen thousand five hundred and seventy-eight United States Dollars (USD 17.578,00) to three million seven hundred and thirty-four thousand eight hundred and ninety-five United States Dollars (USD 3.734.895,00) by creation and issue of three million seven hundred and seventeen thousand three hundred and seventeen (3.717.317) Units, all with a nominal value of one United States Dollar (USD 1,00) each.

Subscription - Payment

CAREP – Japan Investors II, L.P., prenamed, resolves to subscribe for the three million seven hundred and seventeen thousand three hundred and seventeen (3.717.317) new shares and to fully pay them up in their nominal value of three million seven hundred and seventeen thousand three hundred and seventeen United States Dollars (USD 3.717.317,00) by contribution in kind in the same amount consisting in the conversion of five (5) receivables in the respective amounts of four hundred and forty-six thousand nine hundred and seventy-six United States Dollars (USD 446.976,00), seventy-one thousand five hundred and eighteen United States Dollars (USD 71.518,00), one hundred and sixty-three thousand five United States Dollars (USD 163.005,00), two million three hundred and thirty-three thousand United States Dollars (USD 2.333.000,00) and seven hundred and two thousand eight hundred and eighteen United States Dollars (USD 702.818,00) held by CAREP – Japan Investors II, L.P., prenamed, towards the Company.

Evidence of the contribution's existence and Value

Proof of the existence and value of the contribution in kind has been given to the undersigned notary by:

- a balance sheet dated June 28, 2010 of the Company;
- a contribution declaration of CAREP – Japan Investors II, L.P., prenamed;
- a declaration from the managers of the Company.

Effective implementation of the contribution

CAREP – Japan Investors II, L.P., prenamed, declares that:

- it is the unlimited owner of the receivables to be contributed, which are freely transferable and are not subject to any kind of preemption right, purchase option by virtue of which a third party could request that the receivables to be contributed or part of these be transferred to it.

- the receivables to be contributed are free of any pledge, guarantee or usufruct.

V. The sole unitholder resolves to amend article 6 of the Company's articles of association, which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 6.** The share capital is fixed at three million seven hundred and thirty-four thousand eight hundred and ninety-five United States Dollars (USD 3,734,895.00) represented by three million seven hundred and thirty-four thousand eight hundred and ninety-five (3,734,895) Units with a nominal value of one United States Dollar (USD 1,00) each.”

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of this capital increase are estimated at three thousand one hundred Euros (EUR 3,100.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le vingt-neuf juin.

Par-devant Nous, Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

CAREP – Japan Investors II, L.P., un exempted limited partnership dont le siège social est situé à c/o Walkers SPV Limited, Walker House, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9002, Iles Cayman immatriculé auprès du Registrar of Exempted Limited Partnerships of the Cayman Islands sous le numéro 22788,

ici représenté par Monsieur Régis Galiotto, juriste, ayant son adresse professionnelle au 15 côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 10 juin 2010.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. La comparante est l'associé unique de la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination «CAREP II Japan S.à r.l.» (la Société), ayant son siège social au 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 114493, constituée par acte de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg en date du 6 février 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 956, en date du 16 mai 2006, dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu par acte du notaire soussigné en date du 30 juin 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1906, en date du 1^{er} octobre 2009.

II. Le capital social de la Société est fixé à dix-sept mille cinq cent soixantedix-huit Dollars américains (USD 17.578,00) représenté par dix-sept mille cinq cent soixante-dix-huit (17.578) parts sociales d'une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1,00) chacune (les Parts Sociales).

III. L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de trois millions sept cent dix-sept mille trois cent dix-sept Dollars américains (USD 3.717.317,00) pour le faire passer de son montant actuel de dix-sept mille cinq cent soixante-dix-huit Dollars Américains (USD 17.578,00) à trois millions sept cent trente-quatre mille huit cent quatre-vingt-quinze Dollars américains (USD 3.734.895,00) par la création et l'émission de trois millions sept cent dix-sept mille trois cent dix-sept (3.717.317) Parts Sociales, toutes d'une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1,00) chacune.

Souscription - Libération

CAREP – Japan Investors II, L.P., précitée, décide de souscrire aux trois millions sept cent dix-sept mille trois cent dix-sept (3.717.317) nouvelles Parts Sociales, et de les libérer intégralement à leur valeur nominale de trois millions sept cent dix-sept mille trois cent dix-sept Dollars américains (USD 3.717.317,00) par apport en nature du même montant consistant en la conversion de cinq (5) créances d'un montant respectif de quatre cent quarante-six mille neuf cent soixante-seize Dollars américains (USD 446.976,00), soixante et onze mille cinq cent dix-huit Dollars américains (USD 71.518,00), cent soixante-trois mille cinq Dollars américains (USD 163.005,00), deux millions trois cent trente-trois mille Dollars américains (USD 2.333.000,00), et sept cent deux mille huit cent dix-huit Dollars américains (USD 702.818,00) détenues par CAREP – Japan Investors II, L.P., précitée, envers la Société.

Preuve de l'existence et Valeur de l'apport

Preuve de l'existence et de la valeur de cet apport en nature a été donnée au notaire soussigné par:

- un bilan au 28 juin 2010 de la Société;

- une déclaration d'apport de CAREP – Japan Investors II, L.P., précitée;
- une déclaration des gérants de la Société.

Réalisation effective de l'apport

CAREP – Japan Investors II, L.P., précitée, déclare que:

- elle est seule propriétaire des créances apportées, celles-ci étant librement transmissibles et non sujettes à aucune sorte de droit de préemption ou option d'achat en vertu desquelles un tiers pourrait demander que les créances apportées, ou une partie desdites, lui soient transférées;

- les créances apportées sont libres de tous gages, garanties ou usufruits.

V. L'associé unique décide de modifier l'article 6 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social de la Société est fixé à trois millions sept cent trente-quatre mille huit cent quatre-vingt-quinze Dollars américains (USD 3.734.895,00) représenté par trois millions sept cent trente-quatre mille huit cent quatre-vingt-quinze (3.734.895) Parts Sociales d'une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1,00) chacune.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de trois mille cents Euro (EUR 3.100.-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont Procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par son nom et prénom, état et demeure, il a signé avec nous notaire, le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 02 juillet 2010. Relation: LAC/2010/29208. Reçu soixante-quinze euros (75.-€)

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande.

Luxembourg, le 08 juillet 2010.

Référence de publication: 2010093243/139.

(100103525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2010.

AEIF LH Sub 03 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 132.778.

EXTRAIT

Il résulte d'une résolution du Gérant unique prise à Luxembourg en date du 15 juin 2010, que le siège social de la Société a été transféré du 4, Rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

En date du 15 juin 2010, l'Associé unique de la Société, AEIF Luxembourg HOLDINGS S.à r.l., a décidé de transférer son siège social du 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

En date du 15 juin 2010, le Gérant unique de la Société, AEIF Luxembourg HOLDINGS S.à r.l., a décidé de transférer son siège social du 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juin 2010.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010091709/23.

(100102254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2010.

Luxembourg Mainstream Green River Phase 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 146.508.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique en date du 7 juillet 2010 que les personnes suivantes ont démissionné avec effet immédiat de leurs fonctions de gérant de la société;

- Monsieur Manus O'Donnell, né le 1^{er} février 1975 à Dublin (Irlande), et résidant à Lacken Biessington, Co. Wicklow, Dublin (Irlande), (Gérant de catégorie A),

- Monsieur Alain Peigneux, né le 27 février 1968 à Huy (Belgique), et résidant professionnellement au 67, Rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), (Gérant de catégorie B),

Il résulte également desdites résolutions que la personne suivante a été nommée gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

- Monsieur Fabrice Meeuwis, né le 7 juillet 1970 à Düren (Allemagne), et résidant professionnellement au 67, Rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Le Conseil de Gérance se compose, depuis le 7 juillet 2010, comme suit:

Gérants de catégorie A

- Monsieur Fintan Whelan,

- Mrs. Eimear Cahalin.

Gérants de catégorie B

- Monsieur Alan Dundon,

- Monsieur Fabrice Meeuwis.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 14 juillet 2010.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Signature

Référence de publication: 2010094104/31.

(100104365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2010.

AEIF LH Sub 04 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 135.799.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une résolution du Gérant unique prise à Luxembourg en date du 15 juin 2010, que le siège social de la Société a été transféré du 4, Rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

En date du 15 juin 2010, l'Associé unique de la Société, AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l., a décidé de transférer son siège social du 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

En date du 15 juin 2010, le Gérant unique de la Société, AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l., a décidé de transférer son siège social du 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juin 2010.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010091710/23.

(100102255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2010.

Luxembourg Mainstream Shady Oaks S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 146.509.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique en date du 7 juillet 2010 que les personnes suivantes ont démissionné avec effet immédiat de leurs fonctions de gérant de la société:

- Monsieur Manus O'Donnell, né le 1^{er} février 1975 à Dublin (Irlande), et résidant à Lacken Blessington, Co. Wicklow, Dublin (Irlande), (Gérant de catégorie A),

- Monsieur Alain Peigneux, né le 27 février 1968 à Huy (Belgique), et résidant professionnellement au 67, Rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), (Gérant de catégorie B).

Il résulte également desdites résolutions que la personne suivante a été nommée gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

- Monsieur Fabrice Meeuwis, né le 7 juillet 1970 à Düren (Allemagne), et résidant professionnellement au 67, Rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Le Conseil de Gérance se compose, depuis le 7 juillet 2010, comme suit:

Gérants de catégorie A

- Monsieur Fintan Whelan,

- Mrs. Eimear Cahalin.

Gérants de catégorie B

- Monsieur Alan Dundon,

- Monsieur Fabrice Meeuwis.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 14 juillet 2010.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Signature

Référence de publication: 2010094107/31.

(100104412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2010.

AEIF LH Sub 06 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 138.373.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une résolution du Gérant unique prise à Luxembourg en date du 15 juin 2010, que le siège social de la Société a été transféré du 4, Rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

En date du 15 juin 2010, l'Associé unique de la Société, AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l., a décidé de transférer son siège social du 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

En date du 15 juin 2010, le Gérant unique de la Société, AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l., a décidé de transférer son siège social du 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juin 2010.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010091712/23.

(100102257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2010.

Luxembourg Mainstream Zimmerline S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 146.506.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique en date du 7 juillet 2010 que les personnes suivantes ont démissionné avec effet immédiat de leurs fonctions de gérant de la société;

- Monsieur Manus O'Donnell, né le 1^{er} février 1975 à Dublin (Irlande), et résidant à Lacken Biessington, Co. Wicklow, Dublin (Irlande), (Gérant de catégorie A),

- Monsieur Alain Peigneux, né le 27 février 1968 à Huy (Belgique), et résidant professionnellement au 67, Rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), (Gérant de catégorie B).

Il résulte également desdites résolutions que la personne suivante a été nommée gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

- Monsieur Fabrice Meeuwis, né le 7 juillet 1970 à Düren (Allemagne), et résidant professionnellement au 67, Rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Le Conseil de Gérance se compose, depuis le 7 juillet 2010, comme suit:

Gérants de catégorie A

- Monsieur Fintan Whelan,

- Mrs, Eimear Cahalin.

Gérants de catégorie B

- Monsieur Alan Dundon,

- Monsieur Fabrice Meeuwis.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 14 juillet 2010.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Signature

Référence de publication: 2010094108/31.

(100104366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2010.

AEIF LH Sub 07 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 138.370.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une résolution du Gérant unique prise à Luxembourg en date du 15 juin 2010, que le siège social de la Société a été transféré du 4, Rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

En date du 15 juin 2010, l'Associé unique de la Société, AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l., a décidé de transférer son siège social du 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

En date du 15 juin 2010, le Gérant unique de la Société, AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l., a décidé de transférer son siège social du 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juin 2010.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010091713/23.

(100102258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2010.

**AOL Europe Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. AOL Participations I S.à r.l.).**

Capital social: EUR 31.600,00.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 72.728.

In the year two thousand ten, on the eighteenth day of June.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of AOL Europe Services S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) with its registered office at L-1371 Luxembourg, 7 Val Ste-Croix, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 72.728 and with a current share capital of EUR 31,575 (the Company). The Company was incorporated on 19 November 1999 pursuant to a deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, which deed has been published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C – N°64 of 19 January 2000. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended several times and for the last time on 4 June 2010 pursuant to a deed of the undersigned notary, which deed has not been published yet in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

There appeared:

AOL Europe S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (Société à responsabilité limitée) with its registered office at L-1371 Luxembourg, 7 Val Ste-Croix, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 73270, and with a share capital of EUR 253,509,000 being the sole shareholder of the 1,263 shares of the Company (the Sole Shareholder),

hereby represented by Mr Frédéric Pilorget, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under private seal, and

such proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to record the following:

I. that all of the 1,263 (one thousand two hundred sixty-three) shares of the Company, having a nominal value of EUR 25 each, together with a share premium, representing the entirety of the share capital of the Company amounting to EUR 31,575 are present or represented at the Meeting, which is thus regularly constituted and can validly deliberate on all the items on the agenda;

II. that the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of the convening notice;
2. Increase of the share capital of the Company by an amount of EUR 25 (twenty-five Euro), by way of the issuance of one share with a nominal value of EUR 25 (twenty-five Euro), together a share premium;
3. Subscription to and payment in cash of the share capital increase specified at item 2 above;
4. Subsequent amendment of article 4.1 of the Articles;
5. Amendment of the share register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority to any manager of the Company, any lawyer or employee of Allen & Overy Luxembourg to individually proceed on behalf of the Company to the registration of the newly issued share in the share register of the Company, and the registration of the changes required by the matters set out in items 3 and 4 above; and
6. Miscellaneous.

III. that the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notice, the Sole Shareholder represented at the Meeting considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which was communicated to it in advance of the Meeting.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the nominal share capital of the Company by an amount of EUR 25 (twenty-five Euro) in order to bring the nominal share capital from its present amount of EUR 31,575 (thirty-one thousand five hundred seventy-five Euro), represented by 1,263 (one thousand two hundred sixty-three) shares with a nominal value of EUR 25 (twenty-five Euro) each, to an amount of EUR 31,600 (thirty-one thousand six hundred Euro) by way of the creation and issuance of 1 (one) new share of the Company with a par value of EUR 25 (twenty-five Euro), together with a share premium of EUR 4,999,975 (four million nine hundred ninety-nine thousand nine hundred seventy-five Euro), and the Sole Shareholder hereby resolves to issue such new share.

Third resolution Subscription and Payment

The Sole Shareholder accepts the subscription to the increase of the share capital and its full payment as follows:

Intervention - Subscription - Payment

The Sole Shareholder, here represented as aforementioned, declares to subscribe to the increase of the share capital of the Company represented by the issuance of 1 (one) share having a nominal value of EUR 25 (twenty-five Euro) and to fully pay up such new share by way of a contribution in cash in an amount of EUR 5,000,000 (five million Euro) (the Subscription Price).

The Subscription Price, in a net amount of EUR 5,000,000 (five million Euro) is to be allocated as follows:

- (i) an amount of EUR 25 (twenty-five Euro) is to be allocated to the nominal share capital account of the Company, and
- (ii) the remaining balance in an amount of EUR 4,999,975 (four million nine hundred ninety-nine thousand nine hundred seventy-five Euro) is to be allocated to the share premium account of the Company.

The amount of the contribution in cash is forthwith at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary by means of a blocking certificate (the Blocking Certificate).

As a result of the above capital increase, the Sole Shareholder records that it holds all of the 1,264 shares in the Company.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 4.1 of the Articles in order to reflect the above resolution so that it reads henceforth as follows:

" **Art. 4.1. Capital.** The share capital of the company is fixed at EUR 31,600.- (thirty-one thousand six hundred Euro) divided into 1,264 (one thousand two hundred and sixty-four) ordinary shares, with a fully paid up par value of EUR 25.- (twenty five Euro) each."

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves (i) to amend the share register of the Company in order to record the number of shares held in the Company by the Sole Shareholder and (ii) to grant power and authority to any manager of the Company or any lawyer or employee of Allen & Overy Luxembourg to individually proceed on behalf of the Company to the amendment of the share register of the Company.

The Sole Shareholder furthermore resolves to grant power and authority to any lawyer or employee of Allen & Overy Luxembourg to see to any formalities in connection with the issuance of the new share to the Sole Shareholder with the Luxembourg Trade and Companies Register and the publication in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C and, more generally, to accomplish any formalities which may be necessary or useful in connection with the implementation of the third and fourth resolutions.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations and expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of this share capital increase, is approximately EUR 3,500.-

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version; at the request of the same appearing parties, it is stated that, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the said proxyholder signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le dix-huit juin.

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire résidant à Luxembourg au Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de AOL Europe Services S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois avec siège social au 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 72728 et ayant un capital social de EUR 31.575 (la Société). La Société a été constituée le 19 novembre 1999 par un acte de maître Gérard Lecuit, notaire résidant alors à Hesperange, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C – N°64 du 19 janvier 2000. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés plusieurs fois et pour la dernière fois le 04 juin 2010 suivant un acte du notaire soussigné, non encore publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C.

A comparu:

AOL Europe S.à r.l., une société à responsabilité limitée avec siège social au 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 73270 et ayant un capital social de EUR 253.509.000, étant l'associé unique des 1263 parts sociales de la Société (l'Associé Unique);

ci-après représentée par Me Olivier Too, avocat à la cour, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et par le notaire instrumentaire demeurera annexée au présent acte pour être enregistrées ensemble avec celui-ci.

L'Associé Unique, représenté comme décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. que les 1.263 (mille deux cent soixante-trois) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25 (vingt-cinq euro) chacune, ensemble avec une prime d'émission, représentant l'intégralité du capital social de la Société d'un montant de EUR 31.575 (trente-et-un mille cinq cent soixante-quinze euros), sont présentes ou représentées à l'Assemblée, qui est dès lors valablement constituée et peut délibérer des points de l'ordre du jour reproduit ci-après;

II. que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation;
2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de EUR 25 (vingt-cinq euros) par l'émission d'une part sociale avec une valeur nominale de 25 EUR (vingt-cinq euros), ensemble avec une prime d'émission;
3. Souscription et paiement en espèces de l'augmentation du capital social mentionné au point 2. ci-dessus;
4. Modification consécutive de l'article 4.1 des statuts de la Société (les Statuts);
5. Modification du registre des parts sociales de la Société afin d'y refléter les modifications ci-dessus, avec pouvoir et autorisation donnés à tout gérant de la Société et à tout avocat ou employé de Allen & Overy Luxembourg de procéder individuellement pour le compte de la Société à l'inscription de la part sociale nouvellement émise dans le registre des parts sociales de la Société, et d'accomplir toutes formalités y relatives (en ce compris, afin d'éviter tout doute, le dépôt et la publication de documents auprès des autorités luxembourgeoises compétentes).

6. Divers.

III. que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant présente ou représentée à l'Assemblée, l'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, l'Associé Unique représenté se considérant comme dûment convoqué et déclarant avoir pris connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué par avance.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de EUR 25 (vingt-cinq euros) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de EUR 31.575 (trente-et-un mille cinq cent soixante-quinze euros) représenté par 1.263 (mille deux cent soixante-trois) parts sociales ayant une valeur nominale de EUR 25 (vingt-cinq euros) chacune, à un montant de EUR 31.600 (trente-et-un mille six cents euros), par voie de l'émission de 1 (une) part sociale de la Société, ayant une valeur nominale de EUR 25 (vingt-cinq euros), ensemble avec une prime d'émission de EUR 4.999.975 (quatre millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent soixante-quinze euros) et l'Associé Unique décide d'émettre immédiatement cette nouvelle part sociale (la Nouvelle Part Sociale).

Troisième résolution

L'Associé Unique approuve la souscription de l'augmentation de capital et sa libération de la manière suivante:

Intervention - Souscription - Libération

L'Associé Unique, représenté ici comme mentionné ci-dessus déclare (i) souscrire à l'augmentation du capital social de la Société par l'émission d' 1 (une) part sociale d'une valeur nominale de EUR 25 (vingt-cinq euros) et (ii) libérer et payer cette Nouvelle Part Sociale par le biais d'un apport en espèces de EUR 5.000.000 (cinq millions d'euros) (l'Apport en Espèces):

Ledit apport d'un montant total de EUR 5.000.000 (cinq millions d'euros) devra être attribué comme suit:

(i) un montant de EUR 25 (vingt-cinq euros) sera attribué au compte de capital social nominal de la Société; et

(ii) le solde de EUR 4.999.975 (quatre millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent soixante-quinze euros) sera attribué à la réserve de prime d'émission de la Société.

Le montant total de l'Apport en Espèces est par conséquent à l'entière disponibilité de la Société, comme en atteste le certificat de blocage présenté au notaire instrumentaire.

En conséquence de ce qui précède, l'Associé Unique décide d'acter qu'il détient les 1.264 (mille deux cent soixante-quatre) parts sociales de la Société.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 4.1 des Statuts de la Société afin d'y refléter la résolution ci-dessus, de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

" Art. 4.1. Capital social.

4.1 Le capital social de la Société est fixé à la somme de EUR 31.600,- (trente et un mille six cents euros) représenté par 1.264 (mille deux cent soixante-quatre) parts sociales ordinaires, d'une valeur nominale de EUR 25,- (vingt cinq euros) chacune."

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de (i) modifier le registre des parts sociales de la Société afin d'y inscrire le nombre de parts sociales de la Société détenues par l'Associé Unique, et de (ii) donner pouvoir et autorisation à tout gérant de la Société et à tout avocat ou employé de Allen & Overy Luxembourg afin de procéder individuellement, au nom de la Société, aux inscriptions dans le registre des parts sociales de la Société.

L'Assemblée décide en outre d'accorder pouvoir et autorisation à tout avocat ou employé de Allen & Overy Luxembourg pour accomplir les formalités nécessaires relatives à l'émission de la part sociale de la Société à auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, et concernant la publication dans le Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, et plus généralement, d'accomplir toutes les formalités nécessaires ou utiles en vue de l'accomplissement de la troisième et de la quatrième résolution.

Estimation des frais

Le total des dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société ou dont elle est responsable en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à EUR 3.500.-

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête de la présente, à Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire, l'original du présent acte.

Signé: F. PILORGET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 juin 2010. Relation: LAC/2010/27883. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME – délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 8 juillet 2010.

Référence de publication: 2010095460/193.

(100107149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2010.

AEIF LH Sub 08 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 145.003.

— EXTRAIT

Il résulte d'une résolution du Gérant unique prise à Luxembourg en date du 15 juin 2010, que le siège social de la Société a été transféré du 4, Rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

En date du 15 juin 2010, l'Associé unique de la Société, AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l., a décidé de transférer son siège social du 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L- 2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

En date du 15 juin 2010, le Gérant unique de la Société, AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l., a décidé de transférer son siège social du 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juin 2010.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010091714/23.

(100102259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2010.

Ridgefield Holdco, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.231.540,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 124.339.

Transferts de parts sociales

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales signé en date du 5 mai, 2010, qu'un associé de la Société a transféré une partie de ses parts sociales ordinaires de classe A au limited partnership AZ III EQUITY PLAN LP, alors que six autres associés de la Société ont transféré une partie de leurs parts sociales ordinaires de classe B au même limited partnership AZ III EQUITY PLAN LP, comme suit:

- C.L. Nominees Limited lui a transféré 9,168 de ses parts sociales ordinaires de classe A;
- Vestar Capital Partners V, L.P. lui a transféré 27,250 de ses parts sociales ordinaires de classe B;
- Vestar Capital Partners V-A, L.P. lui a transféré 7,495 de ses parts sociales ordinaires de classe B;
- Vestar Executives V, L.P. lui a transféré 453 de ses parts sociales ordinaires de classe B;
- PAC S.à r.l. lui a transféré 2,534 de ses parts sociales ordinaires de classe B;
- CEP II Co-Investment S.à r.l. SICAR lui a transféré 20,679 de ses parts sociales ordinaires de classe B;
- CEP II Participations S.à r.l. SICAR lui a transféré 17,053 de ses parts sociales ordinaires de classe B.

Depuis cette date, les parts sociales de la Société sont réparties comme suit:

- C.L. Nominees Limited, domiciliée à Elizabeth House, Les Ruettes Braye, St Peter Port, Guernsey GY1 1EW, Channel Islands, enregistrée sous le numéro 6344, détient 410,367 parts sociales ordinaires de classe A et 19,540 parts sociales ordinaires de classe C;
- Vestar Capital Partners V, L.P., domiciliée à Walker House, 87 Mary Street, Georgetown, Grand Cayman KY1-9002, Cayman Islands enregistrée sous le numéro WK-15963, détient 1,264,965 parts sociales ordinaires de classe B;
- Vestar Capital Partners V-A, L.P., domiciliée à Walker House, 87 Mary Street, Georgetown, Grand Cayman KY1-9002, Cayman Islands, enregistrée sous le numéro WK-16097, détient 347,893 parts sociales ordinaires de classe B;
- Vestar Executives V, L.P., domiciliée à Walker House, 87 Mary Street, Georgetown, Grand Cayman KY1-9002, Cayman Islands, enregistrée sous le numéro WK-16411, détient 21,010 parts sociales ordinaires de classe B;
- PAC S.à r.l., domiciliée au 412 F, Route d'Esch, L-1030 Luxembourg, enregistrée sous le numéro B127047, détient 117,650 parts sociales ordinaires de classe B;
- CEP II Co-Investment S.à r.l. SICAR, domiciliée au 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, enregistrée sous le numéro BI 14414, détient 959,896 parts sociales ordinaires de classe B;
- CEP II Participations S.à r.l. SICAR, domiciliée au 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, enregistrée sous le numéro B96017, détient 791,622 parts sociales ordinaires de classe B;
- Thomas von Krannichfeldt, domicilié à 37 Eustis Lane, Ridgefield CT 6877, Connecticut, Etats-Unis, détient 87,015 parts sociales ordinaires de classe A et 6,638 parts sociales ordinaires de classe C;
- Ken Greatbatch, domicilié à The Chevin, Cokes Lane, Calfont St. Giles, Bucks, HP8 4UD, Royaume-Uni, détient 62,153 parts sociales ordinaires de classe A et 3,982 parts sociales ordinaires de classe C;
- Stephen Hannam, domicilié à 48 West Avenue, Denbighshire, Prestatyn LL19 9HA, Royaume-Uni, détient 6,215 parts sociales ordinaires de classe A et 1,106 parts sociales ordinaires de classe C;
- Sir Denys Henderson, domicilié à The Penthouse, Flat 7, Boyne House, 9 Grove Road, Beaconsfield, Bucks HP9 1UN, Royaume-Uni, détient 6,215 parts sociales ordinaires de classe A et 2,213 parts sociales ordinaires de classe C;
- Robert Coxon, domicilié à Royston House, 63 Darlington Road, Hartburn, Stockton-on-Tees TS18 5EU, Royaume-Uni, détient 9,323 parts sociales ordinaires de classe A et 1,326 parts sociales ordinaires de classe C;
- Werner Interthal, domicilié à Dr. Ludwig Opel strasse 62, Rüsselsheim, D-65428, Allemagne, détient 6,215 parts sociales ordinaires de classe A;

- AZ II Equity Plan LP, domicilié à Elizabeth House, Les Ruettes Braye, St Peter Port, Guernsey GY1 1EW, Channel Islands, enregistrée sous le numéro 918, détient 15,538 parts sociales ordinaires de classe A, 5,864 parts sociales ordinaires de classe B et 162 parts sociales ordinaires de classe C;

- AZ III Equity Plan LP, domicilié à Elizabeth House, Les Ruettes Braye, St Peter Port, Guernsey GY1 1EW, Channel Islands, détient 9,168 parts sociales ordinaires de classe A et 75,464 parts sociales ordinaires de classe B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin, 2010.

RIDGEFIELD HOLDCO

Franck Falezan / Jean-François Félix

(A) Manager / (B) Manager

Référence de publication: 2010091374/58.

(100100527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2010.

GSMP 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 96.136.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, tenue en date du 1^{er} juin 2010, a décidé d'accepter:

- la démission de Simon Cresswell comme gérant de la Société avec effet immédiat au 1^{er} juin 2010.

- la démission de Josephine Mortelliti comme gérant de la Société avec effet au 20 avril 2010.

- La nomination avec effet immédiat au 1^{er} juin 2010 de Véronique Menard, née à Le Loroux-Bottereau (France) le 2 octobre 1973, et résidant professionnellement au 133 Peterborough Court, Fleet Street, GB - EC4A 2BB London, Royaume-Uni.

- La nomination avec effet immédiat au 1^{er} juin 2010 de Maxime Nino, né à Arlon (Belgique) le 13 décembre 1983, et résidant professionnellement au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg.

Le Conseil de Gérance sera, à partir du 1^{er} juin 2010, composé comme suit:

- Gerard MEIJSEN

- Véronique MENARD

- Christophe CAHUZAC

- Maxime NINO

- Michael FURTH

- Eric GOLDSTEIN

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Maxime Nino

Manager

Référence de publication: 2010092820/27.

(100101952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2010.

AEIF LH Sub 09 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 145.004.

EXTRAIT

Il résulte d'une résolution du Gérant unique prise à Luxembourg en date du 15 juin 2010, que le siège social de la Société a été transféré du 4, Rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

En date du 15 juin 2010, l'Associé unique de la Société, AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l., a décidé de transférer son siège social du 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

En date du 15 juin 2010, le Gérant unique de la Société, AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l., a décidé de transférer son siège social du 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juin 2010.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010091715/23.

(100102260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2010.

AEIF LH Sub 10 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 147.097.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une résolution du Gérant unique prise à Luxembourg en date du 15 juin 2010, que le siège social de la Société a été transféré du 4, Rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

En date du 15 juin 2010, l'Associé unique de la Société, AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l., a décidé de transférer son siège social du 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

En date du 15 juin 2010, le Gérant unique de la Société, AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l., a décidé de transférer son siège social du 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 18 juin 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juin 2010.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010091716/23.

(100102419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2010.

Annaba S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 109.366.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires tenue en date du 4 mai 2010 que:

- la démission de Monsieur Stefan LORETZ de ses fonctions de Commissaire aux comptes de la société a été acceptée.
- la société FIDUCIAIRE MARC MULLER S.à r.l., ayant son siège social au 3A, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B80.574 a été nommée aux fonctions de Commissaire aux comptes de la société.

Le mandat du Commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mai 2010.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2010091724/19.

(100102114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2010.
